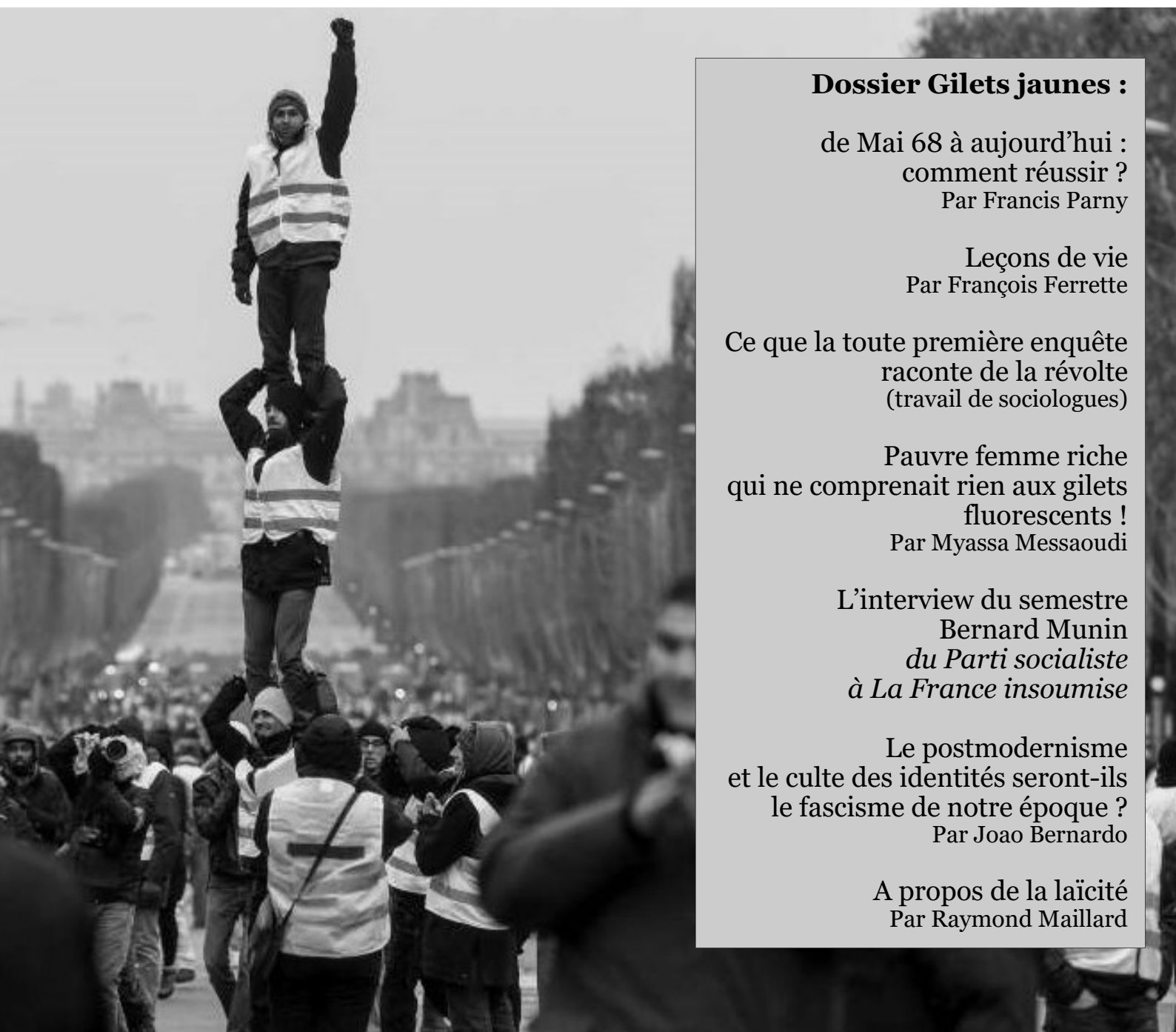


Militant ^{1€}

Bulletin marxiste pour la France insoumise - 1er semestre 2019 - n°156

LE RETOUR DU PEUPLE



Dossier Gilets jaunes :

de Mai 68 à aujourd'hui :
comment réussir ?
Par Francis Parny

Leçons de vie
Par François Ferrette

Ce que la toute première enquête
raconte de la révolte
(travail de sociologues)

Pauvre femme riche
qui ne comprenait rien aux gilets
fluorescents !
Par Myassa Messaoudi

L'interview du semestre
Bernard Munin
du Parti socialiste
à La France insoumise

Le postmodernisme
et le culte des identités seront-ils
le fascisme de notre époque ?
Par Joao Bernardo

A propos de la laïcité
Par Raymond Maillard

Militant

Militant est un espace de réflexion, de débat et d'affirmation d'une pensée marxiste adaptée aux conditions du XXI^e siècle. Militant ambitionne d'être un laboratoire où toutes les questions historiques, théoriques, économiques ou de stratégie politique pourront et devront être débattues.

Militant a vocation à devenir un trait d'union entre les personnes qui adhèrent à cette nécessité et les intellectuels ou militants politiques, associatifs ou syndicaux que nous souhaitons gagner à une perspective de renversement du système institutionnel actuel et de dépassement du capitalisme.

Sommaire :

Itinéraire Militant : Bernard Munin.....	page 3-4
Dossier Gilets jaunes :	
de Mai 68 à aujourd'hui : comment réussir ?	page 5
écho dans une section syndicale	page 9
leçons de vie.....	page 10
Gilets jaunes : ce que la toute première enquête raconte de la révolte	page 16
Pauvre femme riche qui ne comprenait rien aux gilets fluorescents !	page 17
Le postmodernisme et le culte des identités seront-ils le fascisme de notre époque ?.....	page 18
Organisme Paritaire Collecteur Agréé : l'argent de la formation	page 27
A propos de la laïcité	page 32
La comédie humaine est une littérature universelle, et nul n'est prophète chez soi !	Page 35
Panarabisme et Oumma arabia, parlons-en !	page 36
Saperlipopette ! Mais qui a cocufié les peuples arabo-musulmans ?.....	Page 37
La Revue des livres	Page 38
Echos de Militant	page 40

comité éditorial

Marc Ankaert (76), Omar Bouraba (75), Hamza El Meray (75), Farid Faryssy (84), François Ferrette (61), Salima Idrissi (75), Didier Landy (77), Joëlle Losson (40), Raymond Maillard (75), Jean-Paul Martin (75), Myassa Messaoudi (92), Bernard Munin (76)

Mise en pages

François Ferrette

Directeur de la publication

Raymond Maillard, Militant,
18 rue Victor Massé 75009 Paris

Et si vous vous abonnez à MILITANT ?

Prénom : _____ Nom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Mèl : _____

Téléphone : _____

Je verse la somme de 10 euros à l'ordre de Militant, chèque à renvoyer à : Militant, 18 rue Victor Massé, 75009 Paris

L'interview du semestre :

Bernard Munin est retraité après avoir effectué toute sa carrière professionnelle dans l'Éducation Nationale auprès des enfants et des adolescents en difficultés. Son engagement politique, syndical et associatif s'est toujours situé à gauche. Il est particulièrement attaché aux principes de la laïcité. Il est conseiller municipal de Marommès depuis 2014, commune proche de Rouen.



Peux tu nous rappeler ton parcours professionnel ?

Je suis entré dans l'Éducation Nationale en 1967. Après avoir été titularisé en tant qu'instituteur, je me suis spécialisé dans le domaine de « l'enfance inadaptée », comme instituteur spécialisé puis comme directeur d'établissement spécialisé. J'ai effectué toute ma carrière dans plusieurs structures du Centre départemental de l'Enfance de la Seine-Maritime. Mon dernier poste a été celui de directeur adjoint du Centre Départemental de l'Enfance, où les Palmes Académiques m'ont été remises à l'occasion de mon départ en retraite. Parallèlement à mon activité professionnelle, j'ai préparé et obtenu la Licence en Droit.

Quel est ton parcours militant ?

Mon premier engagement a été syndical. J'ai pris part activement aux manifestations et aux grèves de 1968, puis à divers combats, notamment pour défendre la laïcité. Je me suis véritablement engagé dans la vie politique en adhérant au PS lors de la campagne présidentielle de 1981. J'étais de ceux qui militaient pour « changer la vie ». Suite à l'élection de François Mitterrand, les années 1981 et 1982 ont répondu à nos attentes de changement (nationalisation des

banques et de grands groupes industriels, création de l'impôt sur la fortune, retraite à 60 ans, cinquième semaine de congés payés, semaine de 39 heures, décentralisation, abolition de la peine de mort ...) Il a malheureusement fallu déchanter dès mars 1983, avec le « tournant de la rigueur » et le virage social démocrate droitier opéré en rapport avec les contraintes du système monétaire européen.

Entre 1981 et 1983, j'ai été chargé par la Fédération du PS de reconstituer la section du canton rural dans lequel j'habitais. Je suis alors devenu pendant 10 ans le secrétaire cantonal de cette nouvelle section, forte d'une vingtaine d'adhérents. Durant cette période, j'ai été deux fois candidat aux élections cantonales, et élu comme conseiller municipal d'opposition dans la ville chef lieu de canton. Un important désaccord personnel et politique survenu avec le premier secrétaire fédéral lors de la préparation des cantonales de 1994 m'a conduit à me mettre en retrait du fonctionnement du PS.

Je me suis alors essentiellement consacré à mon activité professionnelle, qui était devenue beaucoup plus prenante entre 1994 et 2004, avec l'ajout de responsabilités dans le cadre du dispositif « I6-25 ans » avec la direction d'une PAIO, et au sein d'une association oeuvrant pour la formation et l'insertion professionnelle des jeunes en situation de handicap.

Après mon départ à la retraite, en 2004, j'ai été pressenti par un ami pour revenir au PS en vue d'aider à la constitution d'une liste pour les élections municipales à venir dans la ville de 12000 habitants de l'agglomération rouennaise où je venais de m'installer. J'ai été élu en 2008, mais je me suis rapidement

trouvé en désaccord profond avec le maire et ses principaux adjoints, du fait de leur anticommunisme primaire. S'ajoutait à cela des méthodes claniques et autoritaires, tant dans le fonctionnement de la section PS devenu le fan club du maire, que dans celui antidémocratique imposé au conseil municipal. La rupture totale est intervenue en 2013 avec le rejet de la politique sociale libérale de Hollande, de son gouvernement et du PS devenu un banal parti de centre droit. En 2014, je me suis présenté sur une liste soutenue par le Front de Gauche. J'ai adhéré au Parti Socialiste de Gauche (PSG) dès mon retour au conseil municipal, dans l'opposition à la majorité PS. J'étais persuadé que le PSG avait un créneau entre 2013 et 2017 pour tenter de fédérer des militants socialistes sincères. En Seine-Maritime j'ai pu former le seul groupe institutionnel du PSG extérieur à la région parisienne, et participer à l'élaboration du projet pour la France des socialistes de gauche. Malheureusement le développement de ce nouveau parti a été entravé, notamment en raison d'un manque de moyens financiers et d'une quasi absence de médiatisation. L'échéance de 2017 a brisé, du moins momentanément l'élan espéré. Personnellement je reste adhérent du PSG. En tant qu'élus municipal, je participe aussi à un Groupe d'Appui de la France Insoumise (le GA des élus de la Seine-Maritime et de l'Eure). Dans le cadre de ce GA, j'ai participé en septembre dernier à l'organisation de la première Fête Normande des Insoumis, en étant aussi associé au stand de « Militant » dont j'avais proposé la présence qui a d'ailleurs été fort appréciée.

Les projets en cours de réflexion sont centrés sur la démocratie locale. Avec des camarades de la France Insoumise, du PCF, d'Ensemble et de nombreux citoyens de la société civile (militants syndicaux, associatifs...) nous avons constitué en 2017 une association appelée « Cailly Citoyens », située sur une partie de l'agglomération rouennaise, afin de promouvoir auprès des habitants des quatre communes actuellement concernées des actions de solidarité et le soutien à l'engagement solidaire citoyen. Nous voulons aussi nous investir dans les élections municipales de 2020 en accompagnant les citoyens souhaitant s'engager, naturellement dans le respect des valeurs de gauche et antilibérales déclinées dans la charte de l'Association.

Le contexte politique du territoire est le suivant : une présence militante de terrain assez faible. Le PCF maintient des sections locales avec des petits effectifs, la France Insoumise ne dispose que d'un seul Groupe d'Appui avec peu de participants, les autres partis de la gauche antilibérale n'ont aucune structure locale et ne comptent au total que quelques membres.

Deux communes échappent actuellement à la main mise d'un PS jusqu'alors tout puissant sur le territoire, dont une ville avec un maire communiste allié au PS. Dans ces conditions il paraît bien évident que ni le PCF ni la FI ne peuvent prétendre à autre chose qu'une présence de témoignage, avec des scores respectifs pouvant être évalués de 5 à 15% au premier tour. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous sommes attachées à promouvoir des listes antilibérales (donc hors présence officielle du PS, mais pouvant inclure des socialistes de gauche) comportant majoritairement des citoyens de la société civile non encartés dans des partis politiques.

The image shows a screenshot of a Facebook page for a group named 'Militant'. On the left, there is a large text overlay that reads: **Militant, C'est aussi une page facebook !**. The Facebook page itself features a cover photo of a group of people and a title 'Militant' in large, bold letters, with the subtitle 'Bulletin marxiste pour la France Insoumise' below it. The page layout includes a navigation menu on the left with options like 'Accueil', 'À propos', 'Photos', 'Événements', 'Welcome', 'Publications', 'Articles', and 'Communauté'. The main content area shows a post with a photo and a text box for writing a message. On the right, there are statistics for the page, including the number of likes and followers, and a list of recent comments.

De Mai 68 à aujourd'hui, comment réussir ?

Par Francis Parny



50 ans séparent mai 1968 d'aujourd'hui. Cette durée est pour moi toute une vie politique partagée par ma génération. Mais si je veux en parler aujourd'hui c'est avant tout parce que mon souhait le plus profond c'est que les gilets jaunes réussissent ce qui, malgré quelques bonnes choses, a globalement échoué dans toute cette période.

« Mai 68 » et le mouvement d'aujourd'hui sont pourtant très dissemblables, sur deux questions au moins. L'État de la société n'est pas le même aujourd'hui et en 1968, la vie de nous tous, du plus grand nombre, n'est pas la même. Et les motivations qui ont mis dans le mouvement des millions de personnes ne sont pas les mêmes non plus.

Côté vie sociale, en 1968 il y a 300 000 chômeurs, la population est dans un rapport à l'avenir plutôt optimiste, « l'autre » ne constitue ni un concurrent ni un danger, globalement on haït les dictatures et on écoute Jean Ferrat chanter les dangers de la société de consommation tout en y contribuant soi-même.

Aujourd'hui c'est très différent. Le peuple qui est dans la rue est un peuple qui ne peut plus vivre et qui a perdu espoir en l'avenir. C'est un peuple qui ressent la profonde injustice de ce système au service de quelques possédants qui n'ont plus

d'empathie aucune pour la misère et méprisent ouvertement le peuple.

Côté motivation, la jeunesse en 1968 veut s'émanciper. S'émanciper du patriarcat familial et du pouvoir politique. Ils veulent prendre le pouvoir sur leur vie personnelle et sur la société ; la liberté sexuelle et l'autogestion. La classe ouvrière et les travailleurs ont rejoint ce mouvement tout simplement parce que les parents voulaient rejoindre leurs enfants. Le rapport des forces entre syndicats et patronat de l'époque a permis d'engranger des victoires sociales et démocratiques exceptionnelles depuis la libération et symbolisées à la fois par 35% de hausse du SMIC et la reconnaissance de la section syndicale dans l'entreprise. La conjonction entre les motivations de ces jeunes et l'entrée des syndicats dans la lutte a permis les accords de Grenelle. Et en même temps, cette négociation a servi au pouvoir gaulliste et à la droite à stopper le mouvement pour se maintenir au pouvoir... et y accueillir peu à peu ceux des jeunes soixante-huitards qui le souhaitaient.

La motivation des gilets jaunes est tout autre. Ils et elles sont dans la rue d'abord parce qu'ils ne peuvent plus vivre. Ils doutent de l'avenir. Ce sont, cette fois, les pères et les mères qui sont engagés. Et leur sentiment d'injustice est total, il constitue le moteur puissant de leur action. Il n'est pas anodin de ce point de vue, que ce soit par une remise en cause du consentement à l'impôt que commence ce mouvement. La « nouvelle gabelle » ne passe pas elle symbolise l'injustice. Mais peu à peu l'ensemble des revendications qui s'accumulent sont d'un contenu de plus en plus radical : des mesures pour mieux vivre, une réforme de la fiscalité qui fasse payer les riches et des mesures institutionnelles permettant d'exercer le pouvoir du peuple. Face à l'injustice la recherche de l'unité la plus large du mouvement est possible. Le mouvement souhaite s'ouvrir à tous, notamment aux syndicalistes, à condition que tous acceptent d'enfiler un gilet jaune pour ne pas être en extériorité au mouvement et construire l'unanimité.

Le contexte politique de ces deux périodes est également complètement différent. Mais ce qui a été généré par 1968 va se développer pendant 50 ans pour aboutir à un échec dont le mouvement tire les enseignements.

En 1968 les partis de gauche ne sont pas prêts. Le parti socialiste s'effondre, il s'est déconsidéré dans son incapacité à comprendre l'évolution du monde, en particulier son évolution postcoloniale. Le parti communiste français pour sa part est sous le choc car il se trouve confronté à un mouvement qui pose la question du pouvoir alors qu'il n'a pas en ce qui le concerne de stratégie nationale de conquête du pouvoir. Jusque-là il s'est fixé pour objectif d'être le représentant et le défenseur de la classe ouvrière, des travailleurs, pour gagner des avancées sociales. Mais il attend le triomphe du socialisme réel sur le capitalisme au plan mondial, pour programmer son accès au pouvoir.

En même temps c'est lui qui a l'intelligence de proposer dès 1969 un projet alternatif au gaullisme réclamé par le peuple. Cela s'appelle l'union de la gauche sur un programme commun. François Mitterrand saura s'inscrire dans cette initiative pour en bénéficier à son seul profit et à celui du parti socialiste. Cette initiative du PCF est pourtant historique. Elle ouvre la voie à une conquête pacifique du pouvoir par les représentants du peuple sur la base d'un projet de société alternatif au capitalisme et une alliance entre partis. Pendant dix ans ce projet devient progressivement l'espoir de tout un peuple qui aspire au changement.

On sait quelles déconvenues s'en suivront.

Quelle est la part de responsabilité du PCF lui-même qui rejette cette alliance au moment où elle va triompher ?

Il reste que le retournement libéral du 2^{ème} gouvernement de François Mitterrand en 1983 engage une lente agonie de cette gauche parvenue au pouvoir. Son ralliement continu au libéralisme économique fondée sur l'illusion social-démocrate

que le développement de la production et des richesses permettra le mieux-être social ne fait qu'encourager les appétits de profits sans cesse plus élevé du capitalisme financier.

Le rejet d'une société inhumaine

Car inexorablement le capitalisme a poursuivi son cours jusqu'à cette forme absolutisée que nous connaissons aujourd'hui qui devient à proprement parlé invivable.

C'est le rejet de cette société qu'exprime aujourd'hui le mouvement des gilets jaunes.

Bien des obstacles sont accumulés devant lui mais l'intelligence collective de ce



mouvement permet de les éviter et de produire toujours plus de rassemblement. Celui-ci n'est pas terminé, aujourd'hui il est en cours.

Les gilets jaunes veulent rassembler d'abord tous ceux qui sont les victimes de ce système. L'exploitation est sans fin, elle se nomme précarité, flux tendu, flexibilité, soumission au choix des grands patrons. Mais tous les métiers sont mis en cause dans leur utilité sociale, l'ambulancier qui constate la déprofessionnalisation de son métier brûle sa propre ambulance (3 décembre place de la Concorde). Les artisans les agriculteurs, les patrons de PME ne s'en sortent plus, le déclassement social devient la crainte généralisée.... Tous sont les bienvenus. Qu'ils enfilent un gilet jaune !

Le mouvement doit aussi écarter tous ceux qui veulent contribuer à sa coercition : les médias qui sont conspués dans les manifestations, la cohorte des intellectuels et économistes libéraux prêchant tous les jours les bienfaits du système, les « politiciens » de gauche comme de droite, formés pour l'essentiel dans les mêmes « grandes » écoles de la République ou rompus à l'organisation de cartels divers où les enjeux de pouvoir se substituent à l'intérêt général, et maintenant des artistes d'autres « personnalités » qui appellent au calme au respect des monuments à la non-violence. Mais qui parle de la violence sociale faite au jour le jour contre tous les citoyens de ce pays ?

La peur de ne pas trouver une maternité assez proche de son domicile ; de ne pas trouver les éducateurs spécialisés accueillants les enfants les plus fragiles ; l'obligation de vendre la propriété familiale pour financer la maison de retraite ; la crainte de voir disparaître des classes, des services publics rendant toujours plus lointain le service à tous ; l'obligation continuelle dans l'entreprise de la recherche de la performance le plus souvent en concurrence avec son collègue de travail ; le refus de la formation qui permet une véritable mobilité professionnelle ; l'isolement des demandeurs d'emploi ; la misère des SDF à laquelle non vraiment on n'arrive pas à s'habituer etc. etc.

Jusqu'à cette infamie d'accuser les manifestants de violence à l'égard de la police. Celle-ci n'utiliserait les blindés ou les grenades de « désencerclement » que pour se protéger, elle mettrait à genoux les mains sur la tête 150 lycéens faute d'avoir suffisamment de menottes et pour les mettre en situation dite « de sécurité » pour les policiers. Il n'y aurait pas assez de grenades lacrymogènes pour disperser. Ce langage sur la « légitime » défense des policiers prépare-t-il la justification de faits meurtriers à venir ? Pourtant la crainte de ce pouvoir est sans doute de voir des CRS enlever leur casque et chanter la marseillaise avec les manifestants.

Les gilets jaunes renouvellent toutes les formes d'action. Ils agissent partout sur le territoire national, peut-être plus présents dans les zones péri-urbaines ou rurales mais reconnus par toutes et tous. Ils se réapproprient l'espace public en refusant les cadres dans lesquels on veut les assigner pour manifester leur colère. Ils rejettent les signes d'appartenances anciens mais créent un seul signe unique et commun, le gilet, sur lequel chacun et chacune peut exprimer son opinion personnelle s'il le souhaite.

Ce peuple en mouvement se sort de bien des pièges. Il sait mettre en avant ses revendications, ses propres cahiers de doléances bien au-dessus des questions de représentativité du mouvement qui se posent pourtant. Il ne veut pas que l'on parle en son nom, il ne veut pas d'un chef ou de chefs même s'il sait qu'il doit régler la question de sa représentativité dans la sphère politique.

Son programme porte des revendications de haut niveau qui remettent en cause le cœur même du système inégalitaire que nous connaissons. Ils demandent à la fois la suppression des taxes, l'augmentation du pouvoir d'achat financé en taxant, enfin, les nantis mais aussi la mise en place d'institutions et d'assem-

blées permettant au peuple d'exercer son pouvoir. Ils savent que la planète est en danger et veulent en tenir compte. Mais ils refusent d'en être rendu responsables individuellement, comme ils refusent d'être les responsables de leurs malheurs.

A la différence de 1968, un projet se construit qui met en cause le productivisme et le consumérisme. Les barrages aux rond-points, proches des grandes surfaces commerciales, en sont un bien curieux témoignage. Les gilets jaunes refusent cette société de consommation dont ils sont exclus mais dont ils veulent aussi sortir car ils ont bien conscience qu'elle ne mène pas au bonheur de vivre.

La nécessité d'un lieu de délibération unique du peuple.

D'une certaine manière toute l'histoire de France sert leur réflexion : les luttes ouvrières, toutes les luttes, le programme commun de la gauche et même le programme de la France insoumise nourrissent les propositions des gilets jaunes. Celles-ci portent, par exemple, cette caractéristique du modèle social français dans lequel la répartition des richesses se fait aussi par une restitution égale à chacun et chacun au travers des services publics. Certaines propositions moins progressistes traduisent le glissement idéologique de ces dernières années notamment sur la question des réfugiés mais le débat n'est pas terminé.

Pour autant le peuple ne peut importer un programme quel qu'il soit qui lui viendrait de l'extérieur. Il doit construire lui-même ce socle commun à tous. Tel est sans doute la clé d'une réussite de ce mouvement : construire tous ensemble la réponse globale nécessaire conforme à l'intérêt général. C'est une question clé de toute révolution. Nous sommes dans ce moment de convergence entre les sensibilités personnelles et les convictions intimes de chacun et chacune d'entre nous et l'incorporation dans le mouvement, progressivement, de tous les corps sociaux quels que soient leurs différences par ailleurs.

C'est pour cela qu'il faut délibérer ensemble de ce qu'est l'intérêt général.



Et pour cela, il faut inventer un lieu de délibération ouvert à toutes et tous. C'est au mouvement des gilets jaunes que revient cette tâche pour garantir que ce lieu soit celui de tous les citoyens. Car il est indispensable que tout le peuple délibère ensemble comme en 1789 avec les États généraux, comme en 1917 avec les soviets, comme en 2011 en Tunisie avec la constituante. Ces lieux ont eu quelques difficultés à perdurer c'est vrai. La contre-révolution guettait dans la France révolutionnaire, le parti unique remplaça les soviets en Union soviétique. Et les révolutions arabes cherchent encore leurs issues durables.

Mais à chaque fois ces moments constituant d'un peuple conscient de ce qu'il faut pour répondre aux aspirations à vivre de chacun et chacune ont trouvé des traductions politiques concrètes immédiates et produit une « trace » qui perdure dans certaines décisions postérieures à ces périodes.

C'est aussi dans ces lieux de délibération que peut se construire les représentations politiques de ce mouvement. Que ce lieu s'appelle assemblée citoyenne ou assemblée constituante n'est pas le plus important. Ce qui compte c'est que tout le peuple y soit réuni. Et ce processus est aussi le meilleur garant de la réussite de transformations sociales éventuelles car leur mise en œuvre suppose la vigilance populaire en même temps qu'elle nécessite la mise en place de formes institutionnelles nouvelles permettant de donner le pouvoir au peuple. La transformation du Sénat en assemblée citoyenne est sans doute un bon prototype de cette nécessité.

Que doivent faire ceux qu'on nomme les corps intermédiaires et les organisations politiques de gauche ?

Qu'ils ne donnent pas de leçon, qu'ils soient d'abord en empathie avec le mouvement, qu'ils s'engagent dans celui-ci en acceptant son leadership et qu'ils assument leurs responsabilités comme syndicaliste dans le déclenchement de grèves qui sont le levier puissant traditionnel de leur action, ou comme élus en portant les intérêts de la nation tout entière. Ils ne peuvent pas rester seulement spectateurs. Ils doivent être utiles et contribuer à la vigilance du peuple pour que son action soit victorieuse.

Gilets jaunes : écho dans une section syndicale

Par François Ferrette

Au moment où débutent les actions des gilets jaunes, mon organisation syndicale était en pleine campagne électorale en vue du renouvellement de nos représentants du personnel dans la fonction publique, les élections ayant lieu du 29 novembre au 6 décembre. Nous étions donc assez peu disponibles pour nous soucier d'un soutien alors que nos faibles forces se concentraient pour gagner des élections. Mais l'absence d'au moins une simple position syndicale de soutien interrogeait. Précisons que je suis membre d'un syndicat du personnel administratif et technique de l'éducation nationale dont la base est recrutée en catégorie C, payée au niveau du SMIC ou un peu plus. Nous avons également dans nos rangs des collègues de catégorie B ou A. Bref, je n'avais pas souhaité en tant que responsable syndical prendre une position personnelle, malgré la confiance qu'on m'accorde, sans qu'une instance ne se réunisse. Au plan local, notre bureau syndical s'est donc réuni le 11 décembre en présence de 11 camarades. La discussion autour des gilets jaunes s'est donc imposée d'elle-même et a fait partie d'une discussion approfondie. Je n'ai pas senti d'animosité des membres du bureau, des interrogations fortes et légitimes sur la composition politique du mouvement : « *j'aime savoir avec qui je manifeste* » m'a-t-on dit. On s'est aussi interrogé sur l'absence de notre fédération et des autres confédérations alors qu'une collègue affirmait « *moi, je leur apporte du café au rond-point, les pauvres, avec ce temps* ». Une autre indiquait mettre son gilet jaune sous le pare-brise en guise de solidarité.

La discussion en arriva à l'adoption d'un texte que je proposais par mël à l'ensemble du bureau syndical, y compris les absents, soit 25 personnes. Non seulement, aucune opposition n'a émergé mais des collègues absents m'ont fait part de leur soutien au texte ainsi intitulé « *Appel aux personnels : renforçons la mobilisation des gilets jaunes !* ». L'idée général était de s'appuyer sur le rapport de force institué par les gilets jaunes qui restait le seul cadre motivant actuel pour gagner sur un certain nombre de revendications qu'on partageait. Evidemment, le texte incluait l'idée qu'il fallait renforcer ce mouvement « sans drapeau ni banderole » pour ne pas le diviser.



Gilets jaunes : leçons de vie

Par François Ferrette

Quand les Gilets jaunes tracent le chemin de la lutte

Chacun aura pu être surpris de l'apparition des gilets jaunes du jour au lendemain, d'un mouvement social quasi inédit, sans leader ni organisation, alors qu'il ne fait que mettre en évidence une caractéristique essentielle de la période : un éloignement des organisations traditionnelles et la recherche de solutions pour lutter. Bien que la mobilisation reste minoritaire numériquement, au mieux quelques centaines de milliers de personnes, c'est le soutien très massif de l'ordre de 70 à 80% entre novembre et décembre 2018, qui a été décisif. Comme quoi, ce n'est pas forcément le nombre mobilisés qui compte, c'est la capacité à se faire entendre, à définir des modes d'action efficaces et à avoir l'opinion publique avec soi. En tout cas, c'est le plus grand événement des dernières décennies en France.

Intervenir dans les rapports de force

Si l'on se place d'un point de vue des relations nouées entre les forces sociales dans le pays, il faut toujours faire simple et constater objectivement que les gilets jaunes ont créé un rapport de force qui a déstabilisé le gouvernement. C'est de ce point de vue-là qu'il faut partir pour déterminer son engagement. Si les gilets jaunes gagnent sur un certain nombre de revendications, alors le rapport de force s'inverse dans le pays en faveur des couches sociales dominées et exploitées. C'est la question essentielle du moment : redonner une inflexion décisive à la lutte après des années de reculs sociaux et de combats perdus. Gagner sur une revendication peut être contagieux pour d'autres secteurs de la société non encore engagés dans l'action et qui subissent pourtant des attaques. Il ne faut pas faire la fine bouche et se laisser abuser par les forces pro-Macron qui veulent qu'on reste l'arme au pied et diviser les forces en utilisant des démonstrations spé cieuses.

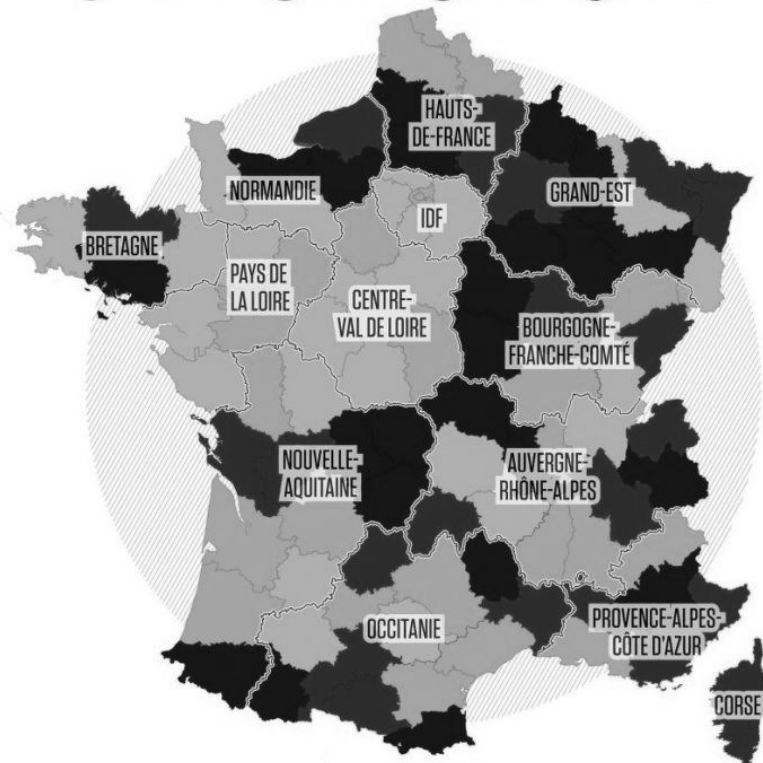
La question des origines, la place de la spontanéité

Le 28 mai 2018, Priscillia Ludosky, auto-entrepreneuse, lance une pétition en ligne intitulée « Pour une baisse des prix du carburant à la pompe ! ». Elle espérait alors atteindre 1500 signatures. Elle est interrogée par une journaliste sur les raisons de sa pétition. La femme d'Eric Drouet tombe sur l'article de Priscillia Ludosky publié dans La République de Seine-et-Marne le 12 octobre et le fait lire à son époux. Il contacte aussitôt Priscillia Ludosky. « On a décidé de relayer sa pétition sur notre groupe Facebook et d'organiser un mouvement commun, raconte le chauffeur routier. Dès lors, ça a fait boule de neige. »¹ Le 12 octobre, Eric Drouet lance un appel à bloquer le boulevard périphérique et

LA FRANCE EN JAUNE

Pourcentage de « gilets jaunes » rapporté à la population

● de 0,04 à 0,3% ● de 0,3 à 1% ● de 1 à 1,8% ● de 1,8 à 6,8%



SOURCE : HERVÉ LE BRAS

Carte produite par le géographe Hervé Le Bras sur la mobilisation du 17 novembre 2018.

les rues de Paris le 17 novembre, sous le nom de «Blocage national contre la hausse du carburant». *Le Parisien* informe ses lecteurs le 21 octobre et toute la presse reprend l'information. Le compte facebook d'Eric Drouet explose alors et passe de 13 000 personnes intéressées à 93 000. La pétition est aussi signée très massivement, passant de 10 000 à 200 000. L'action de blocage proposée initialement en région parisienne fait boule de neige et est déclinée dans toute la France.

On a beaucoup entendu dire que ce sont les milieux d'extrême droite qui ont boosté des initiatives, les ont popularisé dans des réseaux sociaux. Tout semble penser que l'histoire est écrite d'avance, que, forcément, il y a une force politique derrière toute action de masse. En fait, si une mobilisation apparaît, elle correspond à un moment où les conditions sont réunies pour permettre l'exaspération de s'exprimer. Le hasard dans le cours de l'histoire empêche de déterminer l'instant où la plaine va s'embraser et permettre l'intervention des masses.

Il n'y a donc pas de complot d'extrême droite. Un des auteurs d'une vidéo publiée le 23 octobre, Frank Buhler, membre du Parti de la France (parti d'extrême droite), disait à ce sujet à franceinfo « *Ma vidéo a été un catalyseur, une étincelle qui est arrivée pile au bon endroit, au bon moment, par un hasard de l'histoire. Ça a été moi comme ça aurait pu être quelqu'un d'autre.* »² Une question se pose. La spontanéité de l'action de masse est-elle désormais réservée à des milieux nau-séabonds ? La « gauche » paraît imbibée de démarches institutionnelles, légales³, embringuée dans la « *construction de l'action* » dans la durée, nouvelle étape pour engager l'action. Au contraire, il faut saisir les moments où les travailleurs peuvent se mobiliser (licenciements annoncés, mesures officielles imminentes et portant préjudice aux intérêts des travailleurs...) pour appeler à l'action. La spontanéité des masses permet le meilleur ancrage social parce qu'il vient des profondeurs de la société, des « tripes » de chacun, et qu'il a là son support le meilleur pour mobiliser. Rosa Luxembourg et la spontanéité révolutionnaire est loin de nous.

Cette spontanéité doit être reprise en charge par les organisations de travailleurs, politiques et syndicaux et non plus laissées à d'autres forces.

La violence

Le 8 décembre près de 1500 personnes ont été arrêtées, la répression serait supérieure à Mai 68 selon Le sociologue Fabien Jobard. Amnesty International s'inquiète en décembre du nombre de blessés très élevé (1 407 manifestants, dont 46 grièvement selon les chiffres officiels). L'inspection générale de la police nationale (IGPN) a été saisie fin décembre à la suite de violences présumées commises lors de manifestation avec 48 affaires de violences policières.

La figure des Gilets jaunes, Eric Drouet, a été placée en garde à vue, mercredi 2 janvier, en tant qu'organisateur d'une manifestation non déclarée. Il est convoqué devant le tribunal correctionnel de Paris le 15 février. Sa manifestation avait pour but de rendre hommage aux personnes décédées.

Enfin, une porte du ministère des relations avec le gouvernement, rue de Grenelle, a été défoncée par un porte-palettes samedi 5 janvier, sans que les gilets jaunes n'entrent dans les bâtiments. Action hautement symbolique qui ne fait écho à aucune action équivalente récente. Il y a bien eu ces dernières années des blocages d'administrations publiques mais ce samedi 5 janvier a montré une hausse dans le degré institutionnel visé. On peut s'étonner que les ministères n'aient pas été protégés par la police à ce moment-là.

Macron n'a pas compris que la répression n'est pas une réponse car elle se situe sur le plan politique.

Le traitement de l'information relatif à la violence est déséquilibré dans un sens progouvernemental au point qu'un journaliste indépendant, David Dufresne, spécialiste des violences policières, s'étonne de cette partialité lors de son passage sur un plateau télévisé : « *Ils n'ont gardé que mon propos sur les casseurs qui ne sont pas nécessairement des casseurs professionnels mais aussi des Gilets jaunes en colère. Et quand je leur ai demandé pourquoi ils ne passaient pas les vidéos de violences policières dans les JT, on m'a répondu par un silence poli.* »¹²

Les médias dans la tourmente

Dès le départ, les chaînes d'infos en continu (BFM, LCI...), les journaux de 20h, la presse écrite, dans une très large part, ont déchainé leur haine contre le mouvement considéré comme fascisé et donc infréquentable. La malhonnêteté intellectuelle qui consiste à généraliser des propos récupérés ici ou là, localement pour démontrer que le racisme, l'homophobie caractériseraient le mouvement dans son ensemble est proprement abject. Bien sûr, que cela existe. Mais il n'est pas question de survaloriser des épiphénomènes. Par ailleurs, les médias ont été les vec-

teurs de rumeurs comme le vote FN d'Eric Drouet à la dernière présidentielle, sans aucune preuve, encore une fois, il s'agissait de diviser le mouvement. Cette véritable campagne de dénigrement ayant échoué, une seconde campagne fut mise en scène contre les violences des gilets jaunes. Echec sur échec, la population soutenait selon les sondages 70-80% les insurgés. La vraie face des médias se révélait pour ce qu'ils sont dans la plupart des cas : des organes de défense de l'ordre établi.

Rattachement et rupture en histoire

Pourtant, dans la longue durée, l'histoire de France a connu de pareilles situations dans les conditions particulières de chaque époque. Certains historiens ont rappelé au cours de la lutte des gilets jaunes une ressemblance avec les jacqueries dans les campagnes françaises à partir du XIV^e siècle ou les premières luttes ouvrières avant les organisations syndicales et politiques. Mais on pourrait également parler des premiers groupes de résistance en 1940-41 basés sur les relations familiales, professionnelles ou amicales. Inconsciemment, certains observateurs ont d'ailleurs condamné les premiers groupes de résistance de la Seconde Guerre mondiale, au motif qu'ils n'étaient pas encadrés par des organisations⁴ ! Les références historiques auxquelles se sont rattachés les gilets jaunes renvoient aux moments

intenses de la vie sociale et politique : 1789 et 1968 assez majoritairement, 1936 apparaissant comme un but-témoin moins rassembleur. La révolution française ! Voilà la frayeur des puissants actuels, bourgeois et autres membres de médias corrompus, car elle légitime l'action forte des foules françaises. Elle permet aussi l'unification immédiate à travers les mots « peuple », « France », derrière le drapeau national. C'est ce que n'ont pas compris les détracteurs de ce symbole rassembleur. 1968 ! Autre symbole sans doute parce qu'il a été médiatisé pour le 50^e anniversaire mais aussi parce qu'il fait partie du patrimoine vivant des luttes dans la mémoire collective⁵.

Sans doute, pour une part, les syndicats ont-ils perçu dans le mouvement des gilets jaunes une forme régressive par rapport aux acquis que constituent le dur travail de construction des organisations syndicales ouvrières et confédérées. Mais cela semble être une analyse largement insuffisante pour expliquer le pas de côté (ou pire, l'opposition brutale) des syndicats.



Syndicalisme et les larges masses, le divorce ?

Sans aucun regard critique sur les premières informations diffusées par la presse, les syndicats ont repris les allégations selon lesquelles l'extrême droite était à l'origine du mouvement et qu'il s'agissait d'un mouvement anti-écologique. Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, dénonce la forme de la lutte mais aussi justifie la taxe au nom de l'écologie⁶. Le secrétaire général de la CGT dénonce, quant à lui, le mouvement des gilets jaunes sur la base d'un critère idéologique. Voilà de quoi inquiéter ceux qui veulent le rassemblement le plus large des salariés sur les revendications immédiates. Le communiqué de la confédération du 30 octobre affirmait : « Peu importe d'où elle est partie, la mobilisation du 17 novembre appelant à bloquer les routes sur le prix de l'essence est aujourd'hui clairement une mobilisation d'extrême droite »⁷. Force ouvrière, ne sera pas plus fine dans le contexte : « Le mouvement des « gilets jaunes », ce n'est pas l'échec des syndicats, c'est l'échec de ceux qui n'écoutent pas les syndicats. », bref, des salariés eux-mêmes. Le 23 novembre, Yves Veryer, le nouveau secrétaire général de FO, suggérait même que le « jaune » n'était pas la couleur de son organisation et que cela rappelait autre chose dans sa culture syndicale, « cela n'a jamais eu bonne audience ». Pour le dire autrement, cela renvoyait au mouvement des « jaunes », mouvement antisyndical, pro-patrons et briseurs de grèves ! Quelle erreur de jugement alors que nombre de syndicalistes et de syndiqués étaient dans l'action avec les gilets jaunes. Enfin, le syndicalisme radical et anticapitaliste incarné par Solidaires ne sera pas mieux. Le 25 octobre, un communiqué dénonce sous un titre qui résume l'état d'esprit de l'organisation « Hausse des prix de l'essence, blocage du pays le 17 novembre et manipulation de l'extrême droite »⁸. La démonstration s'appuie sur le buzz fait par la vidéo d'un militant d'extrême droite qui a été vue 2 millions de fois (dont il a été question plus haut). Mais la vidéo en question ne fait aucunement apparaître une appartenance à cette mouvance. D'ailleurs, le raisonnement de Solidaires est très détaché de la réalité. Les gens qui visionnent ne sélectionnent pas les vidéos qu'ils voient, ils s'intéressent avant tout à ce qui recoupe leurs

préoccupations. L'enquête menée par des sociologues confirme que les appartenances politiques sur les ronds-points n'étaient pas resserrées sur l'extrême droite.

L'UNSA n'a guère fait pire que Solidaires. Le communiqué du 5 décembre dénonce les seules violences des gilets jaunes : « *L'UNSA condamne les actes de très grande violence commis contre les biens et les personnes qui ont jalonné certaines manifestations, à Paris comme en province. Elle salue la responsabilité et le professionnalisme républicain des forces de l'ordre et des pompiers qui ont contribué à éviter le pire.* » Rien n'est dit sur les agissements volontaires des forces de l'ordre, sur les blocages dans les gares pour empêcher les gilets jaunes d'arriver sur les lieux de manifs parisiennes, sur les motifs d'arrestations fumeuses, les tirs de flashball n'existeront pas...

On se demande encore comment le syndicalisme piétine depuis trente ans en France... Ce qui est intéressant, c'est que les critères utilisés sont essentiellement portés sur la peur des masses fascisées dont il faudrait s'éloigner. A force de prétexter d'une idéologie pour dissocier les gens du peuple, on finit par s'éloigner du peuple lui-même.

Heureusement, des structures syndicales ont su réagir avec intelligence comme la CGT métallurgie, de Sud industrie, de FO Transports, l'UD-CGT du Cher... Mais le message est passé de façon dramatique puisque les syndicats ont dénoncé d'abord et avant tout.

La stratégie syndicale va alors consister en des mobilisations parallèles qui apparaissent comme alternatives à celles des gilets jaunes. Tout salarié sait bien pourtant qu'il faut concentrer son énergie sur une seule initiative et ne pas diviser nos forces. Mais la seule option retenue des syndicats et de revaloriser leur rôle (les fameux « corps intermédiaires » marginalisés depuis la Présidence).

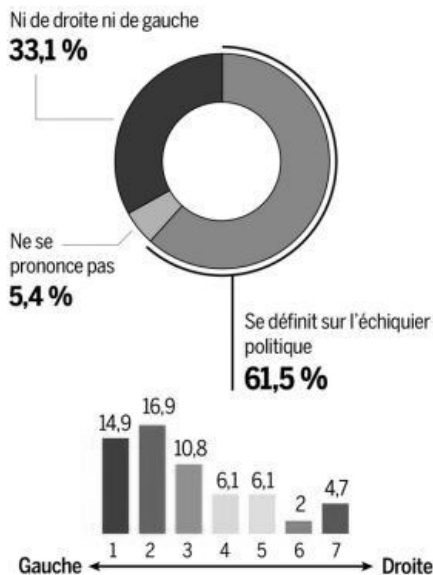
Même si les organisations syndicales ont des revendications identiques avec le mouvement des gilets jaunes et que des jours d'actions et de grèves ont été proposés, ceux-ci n'ont pas fait recette. Il faut donc s'interroger sur les bases profondes sur lesquelles les gilets jaunes s'appuient pour comprendre leur succès et l'échec du syndicalisme actuel.

C'est avec une facilité déconcertante que les syndicats ont repris sans problème les pseudo-démonstrations des médias aux ordres, d'abord sur le caractère fascisant du mouvement puis de son caractère violent. C'est ainsi que sept syndicats ont dénoncé le 6 décembre « *toutes formes de violences dans l'expression de revendications* » des gilets jaunes. Les syndicats ont donc continué leur pas de côté, épousant l'évolution des médias eux-mêmes, au lendemain de la demande de Macron aux partis politiques, mais aussi aux partenaires sociaux, de « *lancer un appel clair et explicite au calme* ». « *Le dialogue et l'écoute doivent retrouver leur place dans notre pays* », écrivent ainsi la CFDT, la CGT, FO, la CFE-CGC, la CFTC, l'Unsa et la FSU. Macron a donc eu un message clair plaçant le mouvement syndical (confondus, réformistes

et antibéreaux, hormis Solidaires) dans une zone hors sol pendant que les gilets jaunes luttent et que le gouvernement les frappe.

Du côté syndical, des actions et jours de grèves sur des problématiques autour du pouvoir d'achat, des salaires, de l'emploi sont proposées depuis des mois. Ce n'est pas faute à l'inexistence de telles propositions que l'intérêt des masses s'est porté sur le mouvement des gilets jaunes. Pour entraîner dans l'action, il n'est pas suffisant de proposer des revendications aussi justes soient-elles. Il manque un élément, celui de la confiance qu'on accorde aux organisations, les liens tissés depuis des décennies entre les organisations et le prolétariat en général (incluant les chômeurs et les précaires). Or, de ce point de vue, il y a une rupture multigénérationnelle depuis 1981 et le désastre de la politique mitterrandienne. Il faut se souvenir que pour le mouvement syndical dans son ensemble, l'action était arrivée à son point terminal par l'accès au pouvoir de la Gauche. De ce point de vue, après l'horizon de cette gauche au pouvoir, il n'y a plus rien, sinon le retour de la droite. Les contradictions entre une gauche insatisfaisante et les demandes sociales ont été le moteur de l'éloignement des couches sociales les plus humbles et des syndicats qui hésitaient à se battre. Le fossé s'est élargi, la génération qui entrait dans la vie active ne trouvait plus de syndicat aussi combatif qu'il aurait fallu. Or, ces générations de jeunes travailleurs entrés dans la vie active entre 1981 et 1995 ont aujourd'hui entre 40 et 60 ans (sans compter les générations entrées ultérieurement). Selon une étude récente, 16% seulement du grand public a confiance dans la CFDT 15% dans la CGT et 9% dans FO. La relation de confiance des salariés est de 17% pour la CGT, 12% pour la CFDT et 11% pour FO. 45% des salai-

Sur une échelle de 1 à 7, vous vous définissez plutôt à gauche (1) ou plutôt à droite (7) ? (en %)



Ces statistiques ci-dessus et celles des pages suivantes sont reprises de l'étude : « "Gilets jaunes" : ce que la toute première enquête raconte de la révolte ». Un large extrait de l'analyse est repris page 16.

rés ne font pas confiance aux syndicats en général. Dans un jeu de reproches mutuels, la division gilets jaunes/syndicats reproduit aussi la division des mêmes couches populaires et ceci ne peut que faire le jeu du gouvernement. Si on ne peut pas changer le passé, que les propos malheureux des uns et des autres contribuent à la division, il faut favoriser les convergences. Il n'y a pas des salariés gilets jaunes d'un côté et des salariés syndiqués de l'autre. Ce sont les mêmes couches sociales à mobiliser dans l'unité la plus large. Chacun doit y mettre du sien. Un signe positif des syndicats consisterait à apporter un soutien aux gilets jaunes arrêtés et enfermés, pour leur libération, à tous ceux qui encourent des peines.

La question est d'autant plus cruciale que le mouvement syndical doit reconquérir de très larges pans de la société qui ont décroché des syndicats qui ne représentent plus vraiment les couches populaires. Les taux de syndicalisation expliquent l'apparition des gilets jaunes. Les salariés du privé sont syndiqués pour 8,4% d'entre eux en 2016 contre 8,7% en 2013. Les traditions dans le public sont plus fortes avec 20% de syndiqués mais en voie de décrochage également comme le prouvent les taux de participation aux élections. Le taux de participation en décembre 2018 atteint 49,7%, contre 52,8% en 2014.

Le mouvement des gilets jaunes et les équipes syndicales semblent se découvrir peu à peu après des semaines de mobilisation. De part et d'autre, l'union doit être désirée se réaliser sous des formes à définir.

L'intelligence pratique des gilets jaunes

Chaque période a ses propres caractéristiques. On peut dire que les rassemblements hors temps de travail (permettant de ne pas perdre d'argent lors d'une grève) le samedi, sont des rassemblements qui regroupent largement. C'est donc dans cet espace de temps (le weekend) qu'on peut consacrer du temps et impulser la lutte. Il y a comme une répartition des tâches sur la semaine. Les salariés donnent le coup d'épaule le weekend, la flamme de la lutte est maintenue en semaine notamment par des retraités et chômeurs, relayée par les salariés le matin ou le soir avant ou après le travail et le weekend suivant c'est les grandes retrouvailles. L'auto-organisation avec des assemblées se réalise en direct avec sans doute des limites. Il n'y a pas eu de coordinations nationales de comités locaux mais même ce type d'organisation ne fait pas partie du bagage politique des principaux animateurs. Un appel des gilets jaunes de Commercy du 29 décembre appelle à une « assemblée des assemblées » pour le 26 janvier 2019. Mais une coordination nationale existe déjà depuis décembre et dont on entend peu parler. Tisser des liens de confiance prend du temps. Mais on ne peut pas dire que la confiance est créée lorsqu'on s'intéresse à monter des listes « gilets jaunes » aux européennes ou qu'on surfe sur le mouvement pour construire un parti de gilets jaunes, dans l'indifférence quasi-totale. C'est plutôt le rejet qui prime.

La force des gilets consiste en ceci de ne pas avoir de porte-parole officiel, de décentraliser au maximum les décisions d'action. A l'étape actuelle, une trop forte volonté de centralisation pourrait vouer le large rassemblement à une impasse et même une division.

Ce mouvement reprend le chemin depuis le départ, parcouru par près de deux siècles du mouvement ouvrier. Il faut du temps de maturation pour tirer des bilans de ses expériences. L'enquête menée par des sociologues dès le 17 novembre auprès des gilets jaunes montrait que près de la moitié des répondants (47 %), s'engageaient pour la première fois dans une mobilisation. L'enquête ne dit pas la proportion de gilets jaunes syndiqués ou non, et quels syndicats étaient concernés. Cela aurait été un indice intéressant sur la volatilité de la base syndicale vers le cadre de lutte des gilets jaunes. On peut donc demander une hausse de salaire, formuler des revendications diverses, en dehors d'une relation conflictuelle avec l'employeur en demandant à l'Etat d'intervenir. Evidemment, le schéma traditionnel du conflit de classe, sur le lieu de travail, n'est pas à l'ordre du jour. Il n'empêche que conflit de classe il y a à travers cette lutte des gilets jaunes.

L'usage des outils internet montre que de nouveaux liens immédiats, éphémères peuvent coaliser un nombre significatif d'employés, petits artisans commerçants, fonctionnaires, etc. pour une mobilisation de masse.

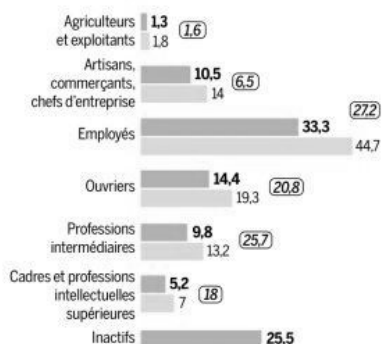
Homogénéisation des couches sociales vers le prolétariat

Comme tout moment historique âpre, la cristallisation des faits sociaux fait émerger des visages sociaux qu'on pensait enterrés. D'un côté, un bloc composé de bourgeois, reprenant les mêmes remontrances du XIX^e siècle des

Premiers résultats de l'enquête « Gilets jaunes » (équipe questionnaires), réalisée auprès de 166 personnes les 24 novembre et 1^{er} décembre

Répartition des personnes interviewées selon leur catégorie socio-professionnelle (en %)

■ Ensemble des « gilets jaunes »
 ■ Parmi les actifs chez les « gilets jaunes »
 (XX) Rappel de la part dans la population active française en 2017



« classes laborieuses, classes dangereuses », la couche supérieure des intellectuels et autres à la solde des premiers et à qui ils doivent leur carrière, fait face à un bloc large du prolétariat (chômeurs, ouvriers, employés...) et de la petite-bourgeoisie (artisans, commerçants...). Il y a sans doute là réflexion sur ce qu'est la classe moyenne, notion remise en cause par le mouvement même des gilets jaunes, et qui s'apparente de plus en plus à une escroquerie. Une unité sociale de couches de la population, censées être éloignées, apparaît bien plus fortement que ce qu'on peut imaginer. « ...si les deux tiers des Français pensent faire partie des «classes moyennes», on peine à définir cette notion de manière univoque. Inversement, alors que plus d'un quart de la population active est composée d'employés, rares sont les salariés qui se définissent socialement, dans leurs propos, comme tels »⁹. Cela signifie que l'identité sociale est d'abord, souvent, une identité

Pourquoi manifestez-vous aujourd'hui ? Quelles mesures le gouvernement devrait-il prendre pour que vous trouviez que le mouvement est un succès ? (en %)



imposée par la classe dominante. Malheureusement pour les tenants du pouvoir, la réalité revient au galop. « À grands traits, donc, pour qu'il y ait classe sociale il faut que la place d'un groupe dans l'univers économique, la production de ses moyens d'existence sociale, soit en concordance avec la manière dont se définissent spontanément les individus qui composent ce groupe. Or, la très forte différenciation du soutien au mouvement des Gilets jaunes souligne que la perception subjective de sa place dans la société recoupe de plus en plus sa réalité objective. »¹⁰

On pourra ergoter sur la notion de peuple mais sa définition est elle-même un enjeu. D'une part, la classe dominante n'a aucun intérêt à voir coaguler des couches sociales unifiées sous le vocable de peuple. D'autre part, certains ne souhaitent pas voir la lutte des classes s'immiscer dans sa définition, pensant que les contradictions capitalistes sont surmontables par un destin commun entre exploités et exploités, au prix sans doute du sacrifice d'une élite qui a fait son temps. On doit considérer le peuple comme un acteur politique dont le prolétariat est le moteur interne le plus puissant. Enfin, le développement de la lutte des classes cristallisera de plus en plus les oppositions de classes et dissociera de fait des camps de plus en plus clairement.

L'échec du libéralisme

D'ores et déjà, le libéralisme est largement en déroute. Le plus grand échec actuel est la remise en cause d'une conception de la société telle que les libéraux la souhaitent. Le philosophe Michéa a beaucoup apporté sur le projet anthropologique du libéralisme. Selon lui, le libéralisme promet l'image d'une addition d'individus atomisés, n'ayant pas de filiation particulière, ni culturelle ni historique. Or, les gilets jaunes ont légitimé leurs actions par la Révolution française et Mai 68, notamment. La bourgeoisie n'en a pas fini avec l'histoire de France !

Le libéralisme nie la société (« il n'y a pas de société », disait Thatcher en 1987), il participe de la destruction des formes sociales stables et donc envisage la fin du cadre national comme lieu d'expression de la volonté populaire, dissoute dans un grand ensemble, européen et mondial¹¹. La France, loin d'être un ensemble réactionnaire, incarne le lieu de la prise de décision réclamé par les gilets jaunes. Le libéralisme promet la fin de toutes les frontières, la fin des différences pour former une vie « liquide », d'un métier à un autre, d'une délocalisation permanente de sa vie. Les gilets jaunes réclament de pouvoir travailler là où ils vivent, ils demandent la stabilité dans leur vie par un salaire décent et régulier. Les courants libéraux ont un objectif de dépolitisation des sociétés et la soumission des décisions à des démonstrations techniques, scientifiques, statistiques. Les techniciens remplaçant les politiques, voilà le monde dont rêvent certains. Là encore, il y a une exigence d'organisation politique rationnelle du pays sous la démarche du RIC (référendum d'initiative citoyenne). La politique libérale, déclinée sous sa forme charitable, met souvent les projecteurs sur les exclus en considérant les « inclus », ceux ayant une insertion sociale et professionnelle « normale », comme des couches sociales ne faisant pas problème. Ils seraient même, du coup, presque des privilégiés ! Or, ce que les gilets jaunes ont remis en avant, ce sont les gens normaux, qui peuplent le pays et le font vivre.

Perspectives politiques

Les gilets jaunes ont dès le début entamé une action ne tenant pas compte du cadre légal. Il n'est donc pas étonnant de constater que parmi les revendications formulées dans les cortèges, le mot d'ordre de « Macron, dégage ! », « Macron, démission ! » ait été scandé sans tenir compte du légalisme. Celui-ci est en effet

un obstacle en soi lorsqu'on veut se débarrasser d'un président honni. Doit-on attendre la fin du mandat, en 2022, pour changer de direction politique au pays ? Les journalistes, entre autres, rappellent la légitimité démocratique issue de la Présidentielle de 2007. Certes, mais rien n'empêche le pouvoir politique de décider de procéder à de nouvelles élections. La cohabitation, monstre institutionnel de la V^e République, n'a pas été réclamée par les gilets jaunes. Ces options ne peuvent être défendues. Combien de temps doit encore durer la misère ? C'est aujourd'hui que l'épreuve de la vie se concrétise dans la chair et le sang des couches sociales dominées. Et si les institutions étaient intrinsèquement opposées à l'intérêt populaire ? C'est d'ailleurs pourquoi les gilets jaunes mettent l'accent sur la démocratisation et que resurgissent des modalités de contrôle, tel le RIC, pour reprendre la main sur le cours du pays. Tout est lié. Il n'y aura pas de changements fondamentaux en dissociant les revendications sur les conditions de vie et de travail et les outils de mise en œuvre. Fondamentalement, il y a une exigence de réorganisation du pays de fond en comble.

1- https://www.francetvinfo.fr/economie/transports/prix-des-carburants/recit-mobilisation-du-17-novembre-comment-les-gilets-jaunes-ont-fait-le-plein-pour-bloquer-la-france_3030251.html

2 - Idem

3 - Pour faire grève à la SNCF et les écoles primaires, notamment, il faut prévenir son administration au moins 48h avant la date de la grève. Ceci ôte toute spontanéité, y compris jusqu'au dernier moment pour se décider à entrer en grève. Ce n'est plus dans un cadre collectif, après discussion et avoir vu si l'idée de la grève prend corps ou pas (avec vote en AG des personnels) qu'on entre en grève, mais dans une relation individuelle avec une administration, après décision de syndicats reconnus officiellement. Un premier obstacle à la spontanéité avait été introduit dans la fonction publique par les préavis de grève déposés 5 jours avant la date de grève afin de la rendre légale. Aucune force politique dite de gauche n'appelle à la suppression de ces procédures.

4 - On rappellera que le secrétaire particulier de Jean Moulin, Daniel Cordier, était, à l'entrée de la Seconde guerre mondiale, un antisémite affirmé. Son ralliement à la Résistance, dans laquelle il jouera un rôle important, s'appuie sur le patriotisme et refuse donc l'armistice signé par Pétain. Fallait-il l'exclure de la Résistance pour lutter entre gens « idéologiquement raisonnables » contre les nazis et le régime de Vichy ?

5 - « *Si la bourgeoisie bénéficie actuellement de la plus grande profondeur (sept générations, soit le maximum anthropologique selon Françoise Héritier) et de la plus grande étendue, les classes moyennes se situent dans une position intermédiaire tandis que la paysannerie et la classe ouvrière ont la plus grande méconnaissance de leurs origines* ». Ferrette Jean, « Des ouvriers sans héritage », dans revue *Interrogations ?*, N°3. L'oubli, décembre 2006, <https://www.revue-interrogations.org/Des-ouvriers-sans-heritage>. Le minimum de mémoire collective se situerait à trois générations.

6 - Le 4 novembre sur LCI Laurent Berger déclare « *Je n'irai pas manifester le 17 novembre (...) Il faut continuer sur cette logique de conversion écologique, nous n'avons pas le choix*. Il réclamera aussi que le gouvernement fasse un geste pour "accompagner" cette hausse des prix, comme un chèque énergie pour les salariés les plus modestes.

7 - Le communiqué évoquait maladroitement « *l'apparent engouement massif pour cette mobilisation du 17 novembre alors que nous peinons à créer un rapport de force suffisant* ».

8 - Avant et après, l'action du 17 novembre, Solidaires reste dans l'expectative. Le 13 novembre, l'organisation confirme son orientation : « *Des initiatives ont été lancées pour le 17 novembre prochain et immédiatement, politiciens, patrons et extrême droite ont tenté de les récupérer.* » ; le 19 novembre : « *Tout le monde a remarqué que les syndicats n'ont pas appelé à ces blocages. Pour Solidaires, et c'est un point dur, nos valeurs sont incompatibles avec les mots d'ordre racistes, sexistes et homophobes, avec l'extrême droite. Nous sommes opposés au néo-libéralisme et nous refusons toute récupération politique des mobilisations.* »

9 - « Les Gilets jaunes ou le retour du conflit de classes », Jérôme Sainte-Marie, Figarovox, 03/12/2018

10 - La citation est de Jérôme Sainte-Marie. Gérard Noiriel, de son côté le démontre amplement dans son dernier ouvrage : *Une histoire populaire de la France*, éd. Agone, 2018.

11 - Disant cela, je pense que la question internationale reste bien d'actualité, ne serait-ce que parce que le capitalisme français est inséré dans le capitalisme mondialisé ; les gouvernements pro-capitalistes seraient capables d'intervenir en France pour corriger ces insupportables Français qui essaieraient d'en sortir. En conclusion, pas de repli national car l'ennemi nous entoure et qu'il faut un front international unissant les efforts de tous ceux qui luttent à travers le monde contre le capitalisme.

12 - <https://www.acrimed.org/Actualite-des-medias-violences-policieres>

ce que la toute première enquête raconte de la révolte

Extraits des analyses de sociologues après le 17 novembre 2018

166 questionnaires ont été analysés entre le 24 novembre et la publication des résultats, le 10 décembre. Ces questionnaires ont été distribués au cours des deuxième et troisième journées de mobilisation des "gilets jaunes", appelées parfois "acte II" et "acte III" (le 24 novembre et le 1er décembre), dans six zones géographiques : Bordeaux et sa région, Marseille, Caen et sa région, Rennes, Montpellier, Grenoble et sa région.

Qui ils sont

Ces "gilets jaunes" ont 45 ans en moyenne, avec une mobilisation sensiblement équivalente entre 35 et 49 ans, qu'entre 50 et 64 ans. Ils sont très majoritairement des actifs, et lorsqu'il s'agit de seniors, ce sont des retraités, qui ont travaillé dans le passé.

Les 166 "gilets jaunes" rencontrés par questionnaire sont à 55% des hommes, et 45% des femmes, mais ce ratio féminin est largement plus élevé au sein des catégories populaires que ce qu'on connaît traditionnellement de la participation des femmes issues des mondes populaires. Surtout, soulignent les chercheurs, l'absence de leaders institués a permis une prise de parole beaucoup plus large, et nouvelle, des femmes, au sein d'un mouvement hétéroclite.

Parmi eux, une surreprésentation d'employés : les employés représentent 33% au total si on tient compte des retraités, mais 45% si l'on ne compte plus que les actifs - alors qu'à l'échelle de la population active française, les employés ne dépassent pas 27% des actifs. Autre catégorie surreprésentée parmi les "gilets jaunes" mobilisés : les artisans, commerçants et chefs d'entreprise - 14% des actifs rencontrés, pour seulement 6,6% de la population active française dans son ensemble (et c'est d'autant plus intéressant qu'ils n'étaient pas des piliers de la contestation sociale jusque-là). A l'inverse, les ouvriers, eux, ne représentent pas plus de 14% des 166 "gilets jaunes" rencontrés par le biais de ce questionnaire, alors qu'ils représentent un actif sur cinq en France (et même un sur trois si l'on ne regarde que les hommes chez les actifs). Les cadres sont quant à eux deux fois moins nombreux sur les rond-points ou en manifestation que dans l'ensemble de la société française (13% des actifs rencontrés pour 26% de la population active en général).

Les "inactifs" (chômeurs et retraités) représentent quant à eux un quart des personnes mobilisées ayant répondu au questionnaire.

Ce qu'ils pensent

Pour la moitié d'entre eux (47%), cette mobilisation dans un giron "gilet jaune" est une première : si quatre sur cinq avaient déjà manifesté, seulement 44% avaient déjà fait grève dans leur vie.

Un tiers se disent d'ailleurs "ni de droite, ni de gauche". Les autres se définissant seulement pour 6% au centre, 12% à droite, 42% à gauche, et 15% à l'extrême-gauche.

Les 166 questionnaires recueillis en six coins de France distincts apportent une réponse chiffrée quant à un noyautage du mouvement par le Rassemblement national : les 24 novembre et le 1er décembre, seulement 5% des gens que les chercheurs ont rencontrés s'estiment d'extrême-droite.

Ce qu'ils veulent

Le premier motif de mobilisation invoqué par les gens interrogés tient au pouvoir d'achat. Les fins de mois calamiteuses et l'idée de ne pas pouvoir "s'offrir le moindre plaisir" ont été largement relayées via les témoignages recensés par les questionnaires. La moitié émanant de gens non imposables, avec un revenu médian inférieur de 30% au revenu médian à l'échelle de toute la France. Mais sans qu'on puisse dire pour autant que le mouvement des "gilets jaunes" est un mouvement des plus démunis : parmi les questionnaires recueillis, seulement 10% ont un revenu inférieur à 800 euros par mois.

Soixante-neuf des 166 personnes à avoir répondu ont aussi pointé la charge des impôts, mais un sur trois étrille ce qui est perçu comme un mépris de classe et dont les enquêtés parlent par exemple en termes "d'arrogance" ou de "privilèges". "Que le gouvernement se mette à notre place", disent par exemple certains manifestants.

Source : https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/12/11/gilets-jaunes-une-enquete-pionniere-sur-la-revolte-des-revenus-modestes_5395562_3232.html

Pauvre femme riche qui ne comprenait rien aux gilets fluorescents !

Par Myassa Messaoudi

« Mon mari a hérité d'une bicoque dans les Chevreuses, on y va ce week end. Ca vous dit de vous joindre à nous ? »

« Un bon verre au coin du feu, quelle belle idée ! En plus Paris s'annonce mouvementé ce samedi ».

Adélaïde est un monstre urbain qui ne quitte que très rarement sa jungle citadine. Un monstre manucuré, injecté de quelques substances rajeunissantes hors de prix. C'est une bête fabuleuse qui ne vous parle que de matières nobles, de mets finement recherchés dans les tripes d'un animal en voie d'extinction. Elle court les salons privés où le prix d'une collation nourrirait un smicard pendant plusieurs nuits.

Adélaïde visite les galeries d'art où l'argent a déjà corrompu le métier. Des expositions que si d'infortune, vous loupiez à Londres ou à Milan, vous les retrouveriez à Amsterdam ou à Paris. L'argent des pseudo-mécènes tourne, déguisé en Jeff Koons ou en Manzetti. De la merde en conserve, un urinoir fini à la pisse, et des monochromes insultants de vacuité. En plus, il coute tant à la planète de les transporter. Le mécène qui s'est emparé de la part belle de l'homme fait les poches des touristes et des prétendus instruits. Il transforme les musées et les hauts lieux historiques en salles de réception pour ses associés. Ca fait bien. Ca fait chic !

Adélaïde ne se pose pas trop de questions, c'est un acte mondain comme un autre que d'y avoir été. Comme lire le dernier Houellebecq, ou acquérir le dernier sac Birkin ou chloé.

Alors Adélaïde ne comprend pas qu'on ferme les Champs-Élysées. Que les boutiques de luxes et les restaurants connus de l'avenue, ne puissent exploiter en toute sérénité une main d'œuvre payée au rabais. Que des gens n'arrivent plus à s'acquitter de leurs loyers. Qu'ils habitent de plus en plus loin. Que le service public diminue. Qu'il faut rouler des kilomètres pour se soigner. Que les banlieues proches des grandes métropoles se gentrifient et les excluent. Qu'ils sont livrés à la voracité des patrons par une gouvernance plus soucieuse de se vendre aux riches puissants que de servir leurs intérêts.

Non elle ne comprend rien aux français. « C'est un peuple d'assistés ! » répète la quinquagénaire qui n'a jamais travaillé.



Le postmodernisme et le culte des identités seront-ils le fascisme de notre époque ?

Par Joao Bernardo¹

Traduit du portugais par Yves Coleman²
Publié avec l'autorisation de Ni Patrie ni frontières

Présentation

Depuis le mois de juillet 2018, une discussion s'est engagée sur le site brésilien Passa Palavra d'abord sur le «fascisme à la brésilienne», puis sur la possible victoire, et enfin sur les causes et conséquences de l'élection de Jair Bolsonaro

aux élections présidentielles du 28 octobre 2018. Dans un post récent Joao Bernardo affirme : «L'idéologie identitaire est devenue insupportable pour un grand nombre de personnes à partir du moment, où au lieu de seulement affirmer certaines identités, elle en est venue à nier les autres. Sous des prétextes variés, chaque identité revendique, pour elle-même, le droit d'être placée au sommet d'une nouvelle hiérarchie sociale. Ce refus agressif des autres identités, et en particulier des identités majoritaires, est l'un des mécanismes de fragmentation idéologique et organique des travailleurs en tant que classe.

La lutte contre les discriminations – concernant le sexe, la couleur de peau, les préférences sexuelles – est indispensable. Le problème est que les

identitaires dirigent cette lutte de manière supraclassiste (ou multiclassiste), en confondant, dans les mêmes mouvements, les discriminations qui peuvent exister dans le camp des capitalistes avec celles qui existent dans le camp des travailleurs; d'autre part, ils conduisent cette lutte comme s'il s'agissait de favoriser l'ascension au pouvoir de nouvelles élites ; par conséquent, ils se préoccupent davantage de l'accès aux hautes sphères, à l'administration des entreprises, aux gouvernements et aux parlements, que, par exemple, de l'accès des femmes aux métiers ouvriers du bâtiment où elles ne sont pas représentées.

Ainsi, la lutte contre les discriminations, au lieu de servir à contribuer à construire une nouvelle conscience de la classe ouvrière, sert, au contraire, à fragmenter et à diluer cette conscience. Les travailleurs disparaissent en tant que tels ou, tout au plus, ils sont présentés comme une autre identité spécifique – ce qui équivaut à refuser la notion de classe.

Ainsi, puisque l'identitarisme occupe désormais tout l'espace autrefois occupé par la gauche et continue à se prétendre de gauche, les travailleurs qui ne se reconnaissent pas dans ces identitarismes et ces sous-identitarismes en sont venus à exprimer leur sympathie pour l'extrême droite et les fascistes, ce qui



Joao Bernardo

explique la victoire de Trump aux États-Unis, ou de la Ligue et du Mouvement 5 étoiles en Italie. C'est pourquoi Mateo Salvini a pu dire, dans un discours récent, que la gauche avait oublié les travailleurs et que c'était la Ligue, c'est-à-dire l'extrême droite radicale et les fascistes, qui désormais représentaient les travailleurs.

Le succès du discours de Jair Bolsonaro est ainsi clarifié. C'est le reflet symétrique des idéologies identitaires; il est la réponse, qui s'affirme comme identitaire – puisqu'il défend l'identité blanche, hétérosexuelle, masculine – contre d'autres identitarismes. La légitimité que Bolsonaro et ses partisans invoquent est de même nature que celle invoquée par les mouvements identitaires de gauche. Par conséquent, l'antagonisme qui les divise est interne au camp du fascisme. Le problème immédiat est que l'étendue des identités qui soutiennent Bolsonaro englobe une base beaucoup plus vaste que les partisans des autres identités alternatives. Et tandis que les identités et les sous-identités fragmentent la classe ouvrière et diluent sa conscience, les capitalistes consolident leur unification, puisque les deux côtés du conflit promeuvent les mêmes relations sociales d'exploitation, et que c'est la même technocratie qui oriente les programmes économiques des deux côtés.»

Le postmodernisme et le culte des identités seront-ils le fascisme de notre époque ?

«L'irrationalisme et l'hostilité au progrès vont toujours de pair», a souligné Lukacs dans *La destruction de la Raison*³, ouvrage dans lequel le progrès est cependant caractérisé d'une façon si naïvement jacobine, qu'un lecteur qui adhérerait à cette description pourrait justifier son irrationalisme en s'appuyant sur la critique du développement capitaliste. Je préfère la formulation de P. Sloterdijk⁴ pour qui le fascisme constitua une «révolte moderne contre la modernité», ou l'analyse de l'historien Stanley G. Payne qui décrivit le parcours inverse en observant que «si le fascisme fut moderniste, il le fut de manière réactionnaire»⁵.

Ce paradoxe résume tout le futurisme, qui tenta d'opérer une synthèse entre le primitivisme et le modernisme, mais il assumait une forme extrême sous le Troisième Reich où les normes de productivité furent utilisées et développées pour exterminer une force de travail esclave et juive, main-d'œuvre qui était la condition même de la productivité. Dans ce cas, Lukacs en vint à considérer le national-socialisme comme «une philosophie du cannibalisme modernisé», soulignant le caractère antimoderne de ce modernisme. C'est aussi pourquoi le politologue Harold Lasswell décrivit l'activité des penseurs nationaux-socialistes comme des «justifications intellectuelles de l'anti-intellectualisme». Mais, à une époque comme la nôtre, où ne subsiste plus aucune trace des formes économiques précapitalistes dans les pays développés, les idéologies réactionnaires ne peuvent plus s'avouer antimodernes, comme elles l'avaient fait entre les deux guerres mondiales. Elles sont devenues postmodernes, mais de la même manière que le fascisme antimoderne se proclama post-libéral et postmarxiste. Dans cet enchevêtrement de préfixes, les post tissent la trame d'une rhétorique attirante, qui, lorsqu'on la décortique, se révèle être simplement anti. Le postmodernisme serait-il alors un fascisme de contrebande, voyageant incognito et offrant, avec d'autres noms et d'autres arrangements, les mêmes vieilles babioles ?

Le problème le plus tragique, et le plus pervers, est que les thèmes du fascisme ont refait surface et sont devenus dominants dans un espace politique connoté de gauche, avec une autre nomenclature, et que ces thèmes ont été déguisés en découvertes récentes. Comme me l'a dit un jour Miguel Serras Pereira, «ils confondent nouveauté et amnésie». Il n'existe pratiquement aucune thèse adoptée par la gauche postmoderne qui n'ait été soutenue par les fascistes italiens, ou par l'extrême droite radicale et par les fascistes sous la République de Weimar et le Troisième Reich. Qu'arriverait-il à tant d'auteurs, et pire, à tant de courants politiques qui jouissent d'une audience immense dans les milieux intellectuels, si leurs adeptes prenaient connaissance du contenu des classiques du fascisme ? Si le cercle vicieux de la censure et de l'oubli volontaire s'effondrait, de nombreux intellectuels célèbres et à la mode seraient accusés de plagiat.

La longue marche poursuivie par la pensée irrationaliste depuis la fin de la dernière guerre mondiale pour, dans une première étape, s'infiltrer dans le panorama de la gauche et, dans une deuxième phase, y acquérir l'hégémonie est l'une des manifestations les plus flagrantes du fascisme postfasciste. Qu'est-ce qui caractérise aujourd'hui la gauche ?

Avant tout, la négation du déterminisme par l'apologie de la volonté ; la dissolution du concept d'exploitation grâce à une conception du pouvoir tellement

diffuse qu'elle englobe tout ; le primat attribué à la politique sur l'économie ; la transformation des nations ou des ethnies en postulats idéologiques – telles furent les impulsions génératrices du fascisme et ce sont elles qui définissent aujourd'hui l'horizon de la gauche postmoderne.

La célébration des mentors de cette gauche (Nietzsche et Heidegger) représente la forme contemporaine de répercussion des thèmes de la droite dans la gauche, condition indispensable du fascisme. Dans les textes des écrivains romantiques allemands sur la langue, sur l'État et sur les peuples présentés comme des totalités organiques, ; dans les attitudes vitalistes ; dans l'opposition à la raison au nom du concret, et dans l'opposition à l'abstraction au nom du singulier ; dans les écrits de Gentile⁶ et Ugo Spirito⁷ sur le caractère subjectif et circonstanciel attribué à la science ; dans tout cela, on retrouve les thèmes que les postmodernistes et les adeptes du culte des identités répètent – et souvent de façon encore pire. Une frontière très ténue sépare, d'un côté, la notion de «psychologie des peuples» proposée par le romantisme allemand et, de l'autre, la biologisation de la culture opérée par le national-socialisme. De même, les prétendues «Epistémologies du Sud» n'ont pas plus de légitimité que la «physique aryenne».

Dans *La destruction de la Raison*, Lukacs a montré que toute pensée irrationnelle procède par analogies ; et l'on sait que le fascisme s'est singularisé par la confusion systématique entre analogies et processus causaux. Que dire alors de l'analyse postmoderne du sens, qui confond les analogies avec les symboles et considère que les symboles fournissent des références extérieures au texte ? Sur un autre plan, le fait que le marquis de Sade ait été présenté comme un modèle de révolutionnaire et la folie comme le champ d'action de la liberté me semble une mascarade digne de Himmler et des SS (...).

Plus grave encore, l'identitarisme puise ses racines dans la genèse de la droite anticapitaliste à l'époque de la Révolution française, lorsque, contre la notion rationaliste et abstraite des droits de l'homme, les conceptions de Herder⁸ convergèrent avec celles de Joseph de Maistre⁹ pour défendre les «spécificités culturelles»¹⁰. Quant à la théorie du droit élaborée par Savigny¹¹, elle pourrait servir de préface aux écrits des identitaires actuels. Dans cette même tradition, quiconque s'infligera la lecture des élucubrations de Julius Evola¹² y trouvera la matrice de mythes propagés aujourd'hui par les mouvements ethniques. Peu importe qu'ils l'assument en y accolant le signe opposé, la différence de



Manifestation de gauche au Brésil. Sur la banderole « le métissage aussi est un génocide ».

pigmentation des protagonistes ne change rien. Rien ne peut freiner la logique de ce processus qui va toujours plus loin – ou descend de plus en plus bas.

Quand, durant la Journée nationale de la conscience noire, le mouvement afro-brésilien a défilé sur l'avenue principale de São Paulo, le 20 novembre 2017, avec une banderole proclamant «Le métissage est aussi un génocide», il a fait appel aux mêmes notions de pureté de la race que celles qui dominaient sous le Troisième Reich, conformément aux lois raciales promulguées à Nuremberg en septembre 1935. Le métis est pour les uns ce qu'était le Mischling¹³ pour les autres.

Concluant une évolution, longtemps subreptice, et qui s'est traduite, ces dernières années, par des articles et des manifestations éparpillés, cette banderole a officialisé la conversion d'un mouvement social en un mouvement racial, ou raciste, et l'a placé dans la continuité du mouvement national-socialiste allemand. C'est l'une des voies qu'emprunte la progression du fascisme postfasciste.

En fait, quiconque lira le discours d'Hitler devant le Reichstag, le 28 avril 1939, en réponse à la lettre envoyée par le président Roosevelt deux semaines plus tôt, se trouvera face au modèle d'innombrables déclarations : tiers-mondistes hier, identitaires aujourd'hui. Et ce discours serait certainement applaudi par ceux qui se considèrent maintenant, ou sont considérés, de gauche. Peu de temps après ce discours, l'occupation de la Belgique et de la France par les troupes du Reich donna aux différents séparatistes régionaux l'occasion de s'exprimer librement. Les adeptes actuels du culte des identités et des mini-nations feraient bien d'étudier les journaux et revues de ces mouvements.

En effet, les mythes du séparatisme ethnique fusionnaient avec un racisme non moins mythologique, le tout soutenu par une admiration commune pour le national-socialisme et son Führer. C'est là que les identitaires pourraient trouver leur véritable miroir, mais est-ce la raison pour laquelle ils esquivent l'image ? Un fascisme sans nom ne peut pas non plus avoir de visage. «L'image d'un fils que nous ne reconnaitrons pas»¹⁴, avait prévu Maurice Bardèche.

La focalisation sur les identités collectives est particulièrement perverse, parce qu'elle agit dans deux sens : elle combat les oppressions tout en légitimant les xénophobies, et elle a puissamment contribué, à partir de la gauche, à créer un terrain idéologique commun avec l'extrême droite. L'expression «jouer avec le feu» ne convient pas du tout, car ici c'est au feu lui-même que nous avons affaire. «Tant que le nationalisme se maintiendra comme une force puissante, nous devons faire face à une sorte de modernisme réactionnaire», a écrit un historien¹⁵ qui a beaucoup réfléchi sur ce sujet. Le culte des identités donne une nouvelle urgence aux mots que Paul Valéry écrivit en 1931 :

«L'Histoire est le produit le plus dangereux que la chimie de l'intellect ait élaboré. Ses propriétés sont bien connues. Il fait rêver, il enivre les peuples, leur engendre de faux souvenirs, exagère leurs réflexes, entretient leurs vieilles plaies, les tourmente dans leur repos, les conduit au délire des grandeurs ou à celui de la persécution, et rend les nations amères, superbes, insupportables et vaines.»

Aujourd'hui, la situation est bien pire parce que, au lieu d'une histoire globale, on nous présente une multitude d'histoires partielles. Cela ouvre la voie pour que les opprimés d'aujourd'hui deviennent les oppresseurs de demain, tout comme la vocation impérialiste de l'Etat attaché à ce concept était contenue dans la notion de «nation prolétarienne». Les identitaires feraient bien de se souvenir des paroles de Marcus Garvey à propos de son mouvement : «Nous avons été les premiers fascistes»¹⁶, ou dans une perspective plus tragique, ils feraient bien d'étudier leurs prédécesseurs sionistes (...).

Toutes les conquêtes que la classe ouvrière et la gauche ont pu imposer et conserver sont maintenant dénigrées comme étant «eurocentriques» par les adeptes des identités. Pour eux, l'«eurocentrisme» est une catégorie centrale parce que la prolifération des identités, qui se chevauchent partiellement et sont toujours conflictuelles, n'obtient une certaine cohérence qu'à travers l'opposition à un ennemi commun, «l'eurocentrisme», seule identité réprouvée. Tout comme la dialectique raciale du national-socialisme avait exigé une anti-race, la logique de l'idéologie identitaire exige une anti-identité. Avec l'inconvénient, cependant, que l'eurocentrisme ne correspond pas aux faits historiques.

Les civilisations grecque et romaine, considérées comme la matrice de l'Europe, furent, en réalité, méditerranéennes, et non européennes. Et elles le furent dans un sens assez large, puisque la Grèce assimila les connaissances non seulement de l'Égypte, mais aussi du royaume de Babylone. L'empire d'Alexandre s'est fondé sur ce réseau de relations et alla encore plus loin puisqu'il transmet à l'Inde la sagesse grecque et, en sens inverse, apporta des

éléments de la pensée indienne en Méditerranée. L'empire romain élargit cette zone d'influences réciproques, en continuant à avoir pour centre la Méditerranée.

Plus tard, malgré la rupture provoquée par la propagation de l'islam, l'orbite méditerranéenne ne disparut pas grâce au développement des traductions en arabe sous le califat abbasside à partir du milieu du VIII^e siècle, mouvement qui culmina au premier tiers du IX^e siècle sous le califat d'al-Ma'mūn. D'un côté, on traduisit les originaux grecs et, de l'autre, les textes en sanskrit et en persan. En effet, les abbassides étant particulièrement liés à la culture perse, les relations transméditerranéennes de cette époque s'approfondirent encore davantage, si l'on considère que la relation des musulmans avec l'Inde modifia les notions de mathématiques au sud puis au nord de la Méditerranée. Et il nous faut mentionner également le judaïsme ibérique qui servit de pont entre les courants philosophiques de la culture islamique et la nouvelle pensée philosophique qui émergea au-delà des Pyrénées.

Ainsi, à partir du XII^e siècle, lorsque commença le mouvement de traduction de l'arabe vers le latin, le christianisme occidental non seulement redécouvrit la philosophie et la science grecques, mais il étendit également la portée géographique de ses inspirations. Comme l'a écrit un scientifique d'origine irakienne : «la révolution scientifique en Europe aux XVI^e et au XVII^e siècles n'aurait pu se produire sans les nombreux progrès réalisés dans le monde islamique médiéval»¹⁷; et un historien marocain de la philosophie, a dévoilé l'autre face de la même médaille : «c'est précisément le rôle de médiateur entre la culture grecque et la culture moderne (européenne) qui définit la contribution des Arabes »¹⁸.

L'«eurocentrisme» est un mythe qui ne correspond pas aux faits historiques, tout d'abord parce que cette ligne de continuité a inclus comme articulation fondamentale une civilisation non européenne, l'islam – mais pas tout l'islam, ni de manière homogène.

Pour en revenir à une problématique soulevée par l'historien de la philosophie que je viens de citer, considéré comme l'une des grandes figures intellectuelles du monde arabe contemporain, je pourrais me livrer à un exercice mental en concevant une histoire en soi; et il me semble que, avec toute la prudence requise, il est fructueux d'utiliser le soi en histoire comme l'on recourt à des expériences conceptuelles en physique. Imaginons alors comment la philosophie européenne aurait évolué si la répartition géographique des philosophes islamiques avait été inverse et si Avicenne avait vécu en Andalousie ou au Maghreb, et pas Averroès.

«Adopter l'esprit averroïste implique une rupture radicale avec l'esprit oriental, gnostique et obscurantiste d'Avicenne», a écrit ce savant marocain, soulignant que «les Européens se consacraient à vivre l'histoire précisément parce qu'ils avaient reçu de nous l'averroïsme». Il conclut : pendant que les Arabes suivaient le chemin d'Avicenne et se détournaient ainsi du rationalisme, la culture européenne a pu ouvrir la voie au rationalisme historique et scientifique parce qu'elle avait appris des Arabes la leçon d'Averroès. Cependant, si la révolution scientifique européenne reposa en partie sur l'influence d'une certaine pensée islamique, il est également vrai que la culture occidentale fut également influencée par le mysticisme oriental qui inspira Avicenne, car le néo-platonisme se développa dans l'aire culturelle musulmane avant de passer en Occident. En bref, l'espace géographique que l'on a appelé plus tard «l'Europe» faisait partie d'un réseau de relations complexe et vaste.

La critique factuelle du mythe de l'eurocentrisme a une autre dimension. La culture intellectuelle de la chrétienté médiévale et de la Renaissance a en réalité intégré les enseignements de la culture islamique. Dénoncer «l'Europe» est anachronique, car ce n'est que vers la fin du XVIII^e siècle et tout au long du XIX^e siècle que la diversité européenne a été absorbée et intégrée dans une culture unifiée. Il ne s'agissait pas d'une culture européenne, mais déjà d'une culture à vocation mondiale promue par le capitalisme. Dès le début, le capitalisme a été un mouvement visant à intégrer les différentes cultures du monde et pas simplement à exporter telle ou telle culture européenne. La dynamique capitaliste a commencé par intégrer les cultures dans l'espace où elle est née, c'est-à-dire le continent européen, et elle a rapidement étendu le même processus aux autres continents. Comme toujours, ce sont les avant-gardes artistiques qui ont anticipé les phénomènes.

Durant la seconde moitié du XIX^e siècle, le modernisme a assimilé les leçons de la peinture japonaise et de l'art des îles du Pacifique à la fin du XIX^e siècle, puis, au début du XX^e siècle, il s'est entièrement ouvert à la sculpture africaine et un peu plus tard à la sculpture et au tissage des Amérindiens. Au cours des cent années écoulées entre le milieu du XIX^e siècle et le milieu du XX^e siècle,

aucune esthétique d'avant-garde en Europe n'a pu faire l'économie d'une réflexion sur l'esthétique d'autres civilisations.

Lorsque les adeptes du culte des identités dénoncent un prétendu «eurocentrisme», ils s'opposent en fait à la grande culture intégratrice mondiale, issue de la fusion d'une multiplicité de traditions. Mais les effets de cette négation sont tragiquement asymétriques, car la culture mondiale penche, de manière inébranlable du côté des capitalistes, soutenue désormais par les entreprises transnationales, et se fonde sur l'unification des méthodes administratives et des processus de travail. Dans ce domaine, les identitaires ne peuvent pas intervenir – et ne le veulent pas visiblement non plus. Leur seul but est d'atteindre le côté opposé, celui de la constitution d'une culture globalisante au sein de la classe ouvrière. «Le capitalisme présuppose la production de spécialistes et la balkanisation du savoir», a souligné Etienne Balibar ; «L'élimination ou la diabolisation de toute perspective globale ne peut que servir les intérêts d'un ordre économique qui est lui-même défini par la mondialisation»¹⁹.

Face à la mondialisation du capital, l'identitarisme, aux côtés des nationalismes, est le principal outil idéologique de fragmentation des travailleurs. Les fidélités qui n'obéissent plus à des cadres géographiques se sont multipliées, et leur objet est devenu aussi fluide que les mouvements du Capital, aussi diffus que les couleurs de l'épiderme, ou que n'importe quelle identité culturelle ou sexuelle présumée. Les nouveaux moyens de communication et de diffusion, Internet, chaque nouvelle génération de micro-ordinateurs de poche, les réseaux sociaux et autres innovations du même type, s'expliquent dans ce contexte ; en même temps ils en amplifient les conséquences, rendant le nombre d'identités imaginaires illimité. Le culte des identités se substitue au nationalisme en cette époque de transnationalisation du Capital. Dans le monde où nous vivons, les attaques dirigées contre la solidarité de la classe ouvrière, et qui furent menées par les mouvements nationalistes dans les années 1920 et 1930, ont été reprises et ravivées par les idéologies identitaires. C'est pourquoi le culte des identités est l'un des mécanismes les plus puissants de ce qui pourrait engendrer un fascisme de notre temps.

La connotation raciale de ce post-fascisme, manifeste dans la perspective où sont présentées les ethnies, a franchi une nouvelle frontière dans l'opposition entre les sexes défendue par le féminisme exclusiviste actuellement en vogue. Comme l'a fait remarquer Etienne Balibar, il s'agit d'«un type de contre-sexisme dans lequel – et ce n'est pas un hasard – les différences sexuelles sont très souvent exprimées dans des termes présentant les genres comme des quasi-races»²⁰.

Ah ! si ces féministes avaient au moins lu le Manifeste de la femme futuriste !²¹ «Il est absurde de diviser l'humanité en femmes et en hommes. Elle n'est composée que de féminité et de masculinité», écrivait Valentine de Saint-Point en 1912 dans ce Manifeste. Avec l'élitisme féroce de tous les futuristes, elle affirmait : «L'Humanité est médiocre. La majorité des femmes n'est ni supérieure ni inférieures à la majorité des hommes. Toutes deux sont égales. Tous deux méritent le même mépris.» Au moins, cette exaltation des élites pourrait apprendre aux féministes actuelles à ne pas biologiser la culture. En fait, en même temps qu'elles procèdent à la biologisation de la culture, elles attribuent une culture à une biologie.

Entre la réalité biologique des sexes et le mythe culturel des genres, le cercle vicieux s'est fermé. Et il est inutile d'avancer l'argument selon lequel ce type de féminisme, bien que largement diffusé dans les médias, n'est accepté que dans des milieux sociaux spécifiques ; en effet, le problème fondamental est qu'il est adopté par ce qui reste de la gauche contemporaine et contribue, donc, à la caractériser. C'est ainsi que se définit la fonction politique des courants qui occupent aujourd'hui une place de choix dans la vie intellectuelle de ce qu'on appelle la gauche ; ces courants sont les héritiers du conservatisme anticapitaliste, des identités organiques et de l'irrationalisme biologique qui a participé à la genèse idéologique du fascisme.

Mais comme dans le milieu universitaire, précisément là où le postmodernisme et l'identitarisme ont conquis l'hégémonie, l'opinion désormais dominante est que le fascisme n'existe pas en tant que catégorie générale et que les mouvements qui se considéraient fascistes ne l'étaient pas, l'absorption des idées et des méthodes du fascisme a été innocentée.

Le nationalisme, qui, associé à une problématique sociale, a déclenché le processus générateur du fascisme, est devenu une valeur de gauche après avoir traversé les eaux glaciales de l'identitarisme. Pis, le culte des identités reproduit le modèle du nationalisme à propos de tout élément qui trouve, ou invente, un motif de spécificité [culturelle]. Ainsi, on en est venu à absoudre le capitalisme de tous les maux depuis qu'il s'insère dans la nation, et l'on réserve

ses imprécations à la finance internationale. Le mouvement Occupy s'est déroulé à Wall Street et non pas dans la Silicon Valley, ni même à Détroit – pour les nostalgiques.

Si, aujourd'hui, on republiait et diffusait, dans les universités comme dans la rue, les proclamations de l'extrême droite radicale et des fascistes de la première moitié du siècle dernier contre «la servitude de l'intérêt»²² et contre le capital financier, compris comme un «capital spéculatif», je suis convaincu que tout le monde les attribuerait à la gauche. Et pourtant, Franz Neumann, l'un des critiques les plus lucides du national-socialisme, avait averti que «chaque fois que des manifestations contre l'hégémonie du capital bancaire imprègnent les mouvements populaires, nous avons l'indication la plus claire de l'approche du fascisme»²³. Détourner les attaques du capitalisme, considéré comme un tout, vers la finance internationale est une condition indispensable du nationalisme. C'est Alfred Rosenberg, le principal idéologue du national-socialisme, qui opposait au «capital national», au «capital enraciné», le «capital financier fluide», qui représente «le royaume de l'argent».

Comme l'écrivait le principal dirigeant fasciste britannique au milieu des années 1930, «le capitalisme est le système par lequel le capital utilise la nation à ses propres fins. Le fascisme est le système par lequel la nation utilise le capital à ses propres fins. L'entreprise privée est autorisée et encouragée tant qu'elle coïncide avec l'intérêt national. L'entreprise privée n'est pas autorisée lorsqu'elle est en conflit avec l'intérêt national». Et le plus radical et le plus délirant des nationaux-socialistes hongrois proclama que «dans le nationalisme social, le capital sert l'État et l'État sert la nation». Ces paroles d'Oswald Mosley²⁴ et de Ferenc Szálasi²⁵ reflètent comme un miroir le programme adopté aujourd'hui par la majorité de la gauche, plus exactement par ceux qui prétendent être de gauche, à la fois dans la rue et dans les cabinets ministériels. Ecrasé militairement, le fascisme aurait-il survécu idéologiquement à ceux qui l'ont vaincu?

D'une certaine manière, c'est vrai, mais seulement partiellement.

Au cours des dernières décennies, la manière dont les entreprises ont multiplié leurs niveaux d'intervention et élargi la sphère de leur souveraineté, en développant ce que j'ai qualifié l'État Elargi, n'a pas correspondu à une «fin des idéologies», ni même à une atténuation de la vigueur de l'instance idéologique, comme certains le prétendent parfois. En réalité on a assisté à un déplacement de la place de l'idéologie et à une modification des moyens et des agents de sa formulation. En transnationalisant les opérations et en se plaçant au-dessus des gouvernements, les grandes entreprises ont vidé de tout contenu réel les mythes de la nation. Trois évolutions se dessinent :

- les réseaux traditionnels des fausses allégeances et des vraies soumissions se projettent aujourd'hui dans des nationalismes à la dimension tellement microscopique qu'ils sont, en réalité, des régionalismes, pour ne pas dire presque des identitarismes de quartier ;
- ils s'assument comme des identités ethniques, culturelles ou sexuelles et opèrent alors dans un cadre supranational;
- ou alors le quotidien de l'entreprise leur donne une nouvelle substance– les deux dernières solutions semblent être les plus importantes.

Mais pour que ces processus arrivent à maturation, une profonde transmutation des valeurs est nécessaire. Le nationalisme a une référence territoriale, délimitée par des frontières précises ; et l'apologie de la violence politique vise toujours le contrôle de l'appareil d'État classique, qui se distingue du milieu social et économique environnant. Ce panorama a été modifié à mesure que les entreprises transnationales ont pris le contrôle de nombreuses sphères très différentes de la société.

Les principales manifestations de la répression se sont confondues avec la discipline du travail et, grâce à l'électronique, l'organisation des activités productives est devenue à la fois une forme d'évaluation et une forme de surveillance, qui fonctionne même pendant les loisirs, puisqu'une bonne partie de ceux-ci se déroulent sur des supports électroniques. Pour la première fois dans l'histoire, le processus de travail et les périodes de repos ont fusionné avec le processus de surveillance sociale, ce qui a permis à l'exploitation et à l'oppression de fusionner dans un cadre technologique unique. Nous sommes encore loin de comprendre toutes les implications de cette situation.

Dans une vie politique aussi profondément transformée, il est inévitable que les conceptions fondamentales du fascisme dépassent les cadres idéologiques dans lesquels elles s'étaient insérées et qui avaient servi à les définir et qu'elles s'étendent, sous d'autres aspects et avec des connotations différentes, aux systèmes d'administration des entreprises.

Dans les nouvelles modalités assumées par la discipline du travail, dans la nouvelle autorité conquise par les grandes entreprises dans tous les domaines

de la vie sociale, dans les nouveaux réseaux d'un pouvoir changeant et fluide, adapté aux mouvements permanents du Capital, à ses chocs et à ses recompositions, dans toute cette nouvelle trame de relations, le fascisme, en tant que conception et pratique politique, a acquis une autre substance et s'est réincarné. Quiconque souhaite étudier le fascisme actuel ne doit pas se focaliser sur des groupuscules qui regroupent quelques paranoïaques nostalgiques, ni même limiter ses horizons aux élucubrations des intellectuels postmodernistes et aux adeptes du culte des identités.

Il nous faut partir de la constatation que l'Etat Elargi est aujourd'hui le principal lieu du pouvoir et que c'est dans l'administration des entreprises que la politique s'exerce au sens le plus large. Le nom de Reinhard Höhn pourrait peut-être servir ici de fil conducteur à ceux qui souhaiteraient poursuivre cette recherche. En effet, après avoir été l'un des constitutionnalistes les plus importants du Troisième Reich, avoir critiqué la notion de personnalité juridique de l'État et défendu le pouvoir illimité et discrétionnaire d'un Führer considéré comme une personnification de la race, il fonda en 1956 une académie pour directeurs d'entreprises qui compta parmi les plus réputées d'Allemagne.

Dans ces nouvelles conditions, le fascisme est resté anonyme, parce qu'il n'a pas fait l'objet de concepts permettant de le circonscrire dans ses modalités actuelles. Plus grave encore, l'État Elargi a déployé des efforts idéologiques considérables afin de nier qu'il possède une idéologie ou même une réalité particulières. L'anonymat qui caractérise la classe des gestionnaires et qui représente l'un des traits décisifs des grands thèmes du fascisme après la Seconde Guerre mondiale constitue également la modalité la plus efficace du pouvoir politique contemporain.

1 - Intellectuel et militant marxiste libertaire portugais, João Bernardo (1946-) s'engage dans la lutte clandestine contre la dictature à l'époque de Salazar, ce qui lui vaut d'être arrêté et emprisonné quand il est étudiant avant de s'exiler en France. Il est l'un des membres fondateurs du journal *Combate* (1974-1978). Il s'établit en 1984 au Brésil, où il enseigne jusqu'en 2009 au sein de plusieurs universités et donne des cours aussi dans les syndicats. João Bernardo a écrit de nombreux ouvrages, articles et communications qui recourent les domaines complémentaires de l'économie, de la sociologie, de l'histoire et de l'esthétique, dans le sens d'une critique unitaire et radicale du capitalisme.

2 - Repris et édité à partir du site Ni Patrie Ni Frontières, avec son autorisation <http://nfnf.eu/>

3 - Critique de la raison cynique, Bourgois, 1987.

4 - Publié en deux tomes aux éditions de L'Arche, 1958 et 1959.

5 - «Fascismo, Modernismo e Modernização», *Penélope*, no 11, 1993

6 - Giovanni Gentile (1875-1944), enseignant et haut fonctionnaire, se présentait lui-même comme le «philosophe du fascisme» (NdT).

7 - Ugo Spirito (1896-1979), universitaire, l'un des signataires du «Manifeste des intellectuels fascistes» et l'un des théoriciens du corporatisme (NdT)

8 - Johann Gottfried von Herder (1744-1803), poète, théologien et philosophe allemand. Critique des Lumières, il considère que les traditions linguistiques peuvent permettre «la formation d'une nation, la véritable constitution d'un peuple, d'un Volk» et voit dans le peuple germanique le centre de la culture chrétienne occidentale (NdT).

9 - Joseph de Maistre (1753-1821), homme politique, philosophe, magistrat et historien. Adversaire de la Révolution française, il deviendra une icône des royalistes (NdT).

10 - En Allemagne, les «spécificités culturelles» furent particulièrement mises en avant par Clemens Brentano, Achim von Arnim et les frères Grimm (cf. «Le mythe du peuple : de Herder aux romantiques de Heidelberg» de Christine Mondon in <https://books.openedition.org/pur/32565?lang=fr>) NdT

11 - Friedrich Karl von Savigny (1779-1861) : juriste, professeur d'université, ministre de la Justice, créateur de l'école d'histoire du droit (NdT)

12 - Julius Evola (1898-1974) : philosophe, poète et peintre italien. Antisémite, il soutient le régime fasciste et fait des conférences dans l'Allemagne nazie. A influencé la Nouvelle Droite et Alain de Benoist qui ont tenté de le faire passer pour un grand théoricien. (NdT)

13 - *Mischling*, littéralement métis, mais utilisé par les nazis dans le sens péjoratif de «bâtard», par rapport à leurs pseudo théories raciales, pour désigner les personnes issues d'une union avec un non-Allemand, notamment un Juif ou une Juive (NdT)

14 - Qu'est-ce que le fascisme ? Les Sept Couleurs, 1961.

15 - Jeffrey Herf, Le modernisme réactionnaire. Haine de la raison et culte de la technologie aux sources du nazisme [1984], L'Echappée, 2018.

16 - Cf. João Bernardo et Manolo, Retour en Afrique. Des révoltes d'esclaves au panafricanisme, Editions NPNF, 2018 (NdT)

17 - Jim AL-KHALILI, Pathfinders. The Golden Age of Arabic Science, Penguin, 2012

- 18 - Mohamed Abed YABRI (2016) *El Legado Filosofico Arabe*. Alfarabi, Avicena, Avempace, Averroes, Abenjalidún. *Lecturas Contemporaneas*, Trotta, 2016.
- 19 - Etienne Balibar, *Masses, Classes, Ideas. Studies on Politics and Philosophy before and after Marx*, Routledge, 1994
- 20 - Idem
- 21 - [1912] rééd., *Mille et une nuits*, 2005
- 22 - Expression de l'économiste Gottfried Feder (1883-1941), l'un des premiers membres du parti nazi, citée dans *Mein Kampf* : « Lorsque j'entendis le premier cours de Gottfried Feder sur "la répudiation de la servitude de l'intérêt du capital", je compris immédiatement qu'il devait s'agir ici d'une vérité théorique d'une importance immense pour l'avenir du peuple allemand. La séparation tranchée du capital boursier d'avec l'économie nationale présentait la possibilité d'entrer en lutte contre l'internationalisation de l'économie allemande, sans toutefois menacer en même temps par le combat contre le capital les fondements d'une économie nationale indépendante. ». (NdT)
- 23 - Franz Neumann (1943), *Behemoth. Structure et pratique du national-socialisme*, Payot, 1979.
- 24 - Oswald Mosley (1896-1980), député travailliste puis dirigeant fasciste britannique, emprisonné entre 1940 et 1943. Il continua à sévir après 1945 mais son influence était groupusculaire, sans proportion avec celle qu'il eut dans les années 30 (NdT).
- 25 - Ferenc Szalasi (1897-1946), dirigeant des Croix fléchées (NdT).
- 26 - Selon Joao Bernardo, « l'Etat Restreint désigne l'ensemble des institutions qui composent le gouvernement, le Parlement et les tribunaux, c'est-à-dire les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. (...) Pour tout ce qui concerne l'organisation interne des entreprises, patrons et gestionnaires choisissent des systèmes d'administration et organisent la force de travail, ce qui constitue une forme de pouvoir législatif. De plus, ils établissent des hiérarchies, définissent l'amplitude des décisions qu'il est possible de prendre à chaque échelon et imposent des normes de travail, ce qui constitue une forme de pouvoir exécutif. Enfin, les propriétaires des entreprises ou leurs administrateurs évaluent les tâches accomplies par chaque travailleur, en accordant des primes de productivité ou en imposant des amendes ou d'autres types de sanction, y compris le licenciement, ce qui constitue une forme de pouvoir judiciaire. Et ils le font dans une sphère en grande partie étrangère aux conditionnements imposés par l'Etat Restreint. Le gouvernement, le Parlement et les tribunaux reconnaissent aux propriétaires privés et aux bureaucrates gestionnaires une énorme latitude dans l'administration, la direction et la pénalisation de la force de travail, leur attribuant par conséquent une véritable souveraineté. Tout exercice d'un pouvoir souverain est, en soi, une activité politique. Donc, si l'organisation de l'économie est, elle-même, directement, un pouvoir politique, alors son éventail d'action est extrêmement vaste. C'est pourquoi je l'appelle l'Etat Elargi. D'ailleurs, au cours des dernières décennies, avec l'intervention croissante des entreprises dans les aspects les plus variés de la vie sociale, le caractère ample de cet Etat a beaucoup augmenté. »
- 27 - Reinhard Hohn (1904-2000) : juriste, historien allemand, membre d'un mouvement völkisch (nationaliste et antisémite) dans les années 20 ; oligarque de la SS, haut responsable du Service de sécurité (SD), il devient, dans les années 1950, le directeur de la plus importante institution privée de formation au management de la République fédérale (Bad-Harzbürger Akademie für Führungskräfte der Wirtschaft) (NdT).
- 28 - La personnalité juridique repose sur les notions de droits et de devoirs de l'Etat, qui sont incompatibles avec le culte de la force et le mépris de la vie humaine prônés par les nazis. « Dans les discours juridiques nazis, le thème de la " communauté " (Gemeinschaft) a eu pour effet de détruire toutes les représentations juridiques de l'institution telles qu'elles furent imaginées au XIXe siècle. La " communauté " nazie est adhésion immédiate de la " troupe des fidèles " (Gefolgschaft) à la direction de la communauté (Führerschaft). Cette adhésion doit s'établir, non pas sur la base des formes du commandement, mais en tant qu'adhésion aux buts. Il en résulte que, étendue à toutes les sphères du " droit ", la " pensée juridique " nazie est une téléologie radicale et donc aussi, dans le même temps, pour reprendre une expression de Max Weber, une " déformalisation " du droit tout aussi radicale. D'où, le mépris des juristes nazis pour les formes du droit et le formalisme juridique. La légitimité " juridique " de la domination des Führers est " charismatique ". Or, tout le droit public classique du XIXe siècle s'était efforcé d'établir la domination légale précisément comme domination formalisée (et donc "rationnelle"). L'Etat doit être considéré comme une " personne juridique ", c'est-à-dire organisation unifiée dans laquelle la puissance publique est un faisceau de compétences formellement déterminées, les gouvernants étant des " organes " de la personnalité juridique de l'Etat. » (cf. « Prendre le discours juridique nazi au sérieux ? » d'Olivier Jouanjan, *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, 2013/1, volume, 70, disponible sur cairn.info). (NdT)
- 29 - Pour l'auteur, il existe deux classes dominantes sous le capitalisme : la bourgeoisie et les gestionnaires.

Organisme Paritaire Collecteur Agréé : l'argent de la formation

Par Jean-Paul Martin

Fin des OPCA, crépuscule du paritarisme Une brève histoire des OPCA en six lois structurant la formation continue

Pour raconter une petite histoire des OPCA et de la formation professionnelle, on distinguera la formation initiale de la formation continue. La première concerne l'éducation et la formation des jeunes jusqu'à la recherche de leur premier emploi et nous la laisserons de côté, ainsi que l'apprentissage qui reste à part, la deuxième concerne les personnes en emploi, ou privées temporairement d'emploi, et c'est de celle-ci que nous parlerons. Le monde de la formation continue est touffu, en perpétuel évolution, et n'est souvent compréhensible que par les professionnels du secteur. On l'accuse d'ailleurs d'opacité. Il faudra excuser les omissions et simplifications qui n'ont pour seul but que de rendre le propos accessible.

Loi de 1971 portant sur l'organisation de la formation professionnelle Obligation de dépense et paritarisme dès l'origine

Même si le droit à la formation figure dans le préambule de la constitution de 1946, avant 1971 rien de particulier n'est prévu pour la formation du personnel à part la formation initiale et l'apprentissage. Charge aux entreprises d'apporter à leur personnel les compétences qui lui font défaut : on encourage la promotion sociale par les cours du soir. La formation continue des personnes en emploi ne voit vraiment le jour qu'en 1970 avec l'Accord National Interprofessionnel sur la formation permanente. Soulignons que chaque loi aura succédé à un ANI longuement négocié par les partenaires sociaux et qu'au bout du compte c'est l'Etat qui décide.

Dans un contexte de plein emploi, il s'agit dans la foulée des accords de Grenelle d'offrir à l'ensemble des salariés du secteur privé des perspectives d'évolution professionnelle par une formation dispensée sur le temps de travail avec maintien de salaire dans la mesure où elle correspond aux priorités du secteur. L'Etat demande donc aux organisations patronales et aux cinq confédérations syndicales représentatives des salariés de le décliner branche par branche.

Les partenaires sociaux créent alors des Fonds d'Assurance Formation gérés paritairement. L'argent provient de la contribution des entreprises générée par une obligation de dépense pour la formation des salariés équivalente grosso modo à 1% de la masse salariale. Les FAF s'organisent par secteurs professionnels ou localement par territoire. Voici ce qui pouvait être vu comme un impôt, une charge supplémentaire pour les entreprises, collecté, géré et dépensé par les acteurs concernés. Les décisions de dépenses reposent sur un compromis « démocratique » dans un contexte de tensions sociales post-1968, et ce dispositif peut être vu comme un réel progrès.

De plus, la mutualisation des fonds est au cœur du fonctionnement. Si une entreprise ne dépense pas la totalité de son obligation dans le plan de formation de son personnel, elle le verse au FAF de son secteur professionnel qui, lui, pourra financer des actions de formation pour d'autres entreprises. Le financement d'une formation est lié aux priorités fixées par le conseil d'administration du FAF et non pas au montant de la contribution de l'entreprise. Un gros contributeur ne peut pas exiger d'en « avoir pour son argent ».

Les organisations patronales s'emparent du dispositif et on compte près de 250 structures collectrices auxquelles on peut ajouter les ASFO (Association de formation) qui elles ne sont pas gérées paritairement (pas de représentants des salariés dans les conseils d'administration). Les activités de collecte ne sont pas tenues

d'être séparées des activités de dispensateurs de formation. Un organisme peut collecter des fonds pour son centre de formation, sans réelle concurrence dans son secteur (à part peut-être l'AFPA). Il s'agit d'une période où presque tout est permis.

Un marché de la formation voit le jour mais la montée du chômage va amener les pouvoirs publics à s'intéresser de plus près à l'utilisation de ces fonds.

Loi de 1993 dite loi Giraud : naissance des OPCA

Dès 1991, un Accord National Interprofessionnel est signé par les partenaires sociaux et l'Etat va décliner les termes de cet accord. Cette manière de légiférer permet de mettre en avant la négociation tout en imposant sa feuille de route. Tout le secteur est réorganisé et les FAF deviennent des Organismes Paritaires Collecteurs Agréés. Un seuil de collecte de 100 millions de francs est fixé afin de ramener le nombre d'OPCA à 97. Les activités de collecte et de formation doivent être séparées.

La loi Giraud de 1995 boucle la transformation en fixant deux objectifs principaux aux OPCA :

Gérer paritairement les fonds de la contribution obligatoire

Mettre en œuvre les politiques publiques

Politiques publiques signifie globalement dispositifs destinés aux demandeurs d'emploi.

En France le chômage n'est pas vu comme un manque d'emplois sur le marché du travail, les délocalisations et les fermetures d'usines sont décrits comme une évolution des structures économiques auxquelles il faut s'adapter. Le demandeur d'emploi est un salarié n'ayant pas pu, pas su s'adapter à cette évolution et la formation professionnelle est le remède. Autre avantage de la formation, le demandeur d'emploi devient stagiaire et n'est plus comptabilisé comme chômeur. A ce titre sont créés les contrats en alternance, sorte de contrats d'apprentissage pour jeunes et adultes (contrat d'adaptation, de qualification ...) qui seront donc financés par les OPCA.

La contribution des entreprises est aussi mobilisée sur le droit individuel à la formation. Ce droit s'exerce en dehors du plan de formation de l'entreprise, et correspond généralement à un projet de reconversion vers un autre secteur. Il est géré par le/les FONGECIF, administrés paritairement comme les OPCA, ce sont elles qui lui verse le produit de leur collecte.

Rationalisation du dispositif de formation, réorientation vers les publics les plus défavorisés et création d'un droit individuel : les 10 années qui vont suivre verront un secteur où l'Etat reprend la main et l'épanouissement d'un marché de la formation jusqu'en 2004.

Loi de 2004 la formation tout au long de la vie

Cette loi ne réforme pas le dispositif en profondeur, elle étend les compétences des OPCA et cherche à rationaliser l'accès à la formation. Elle amène surtout l'idée à priori séduisante de pouvoir se former et progresser pendant toute sa carrière. Elle valide surtout le fait que le salarié en passe d'être licencié, ou le chômeur, est lui-même responsable de ses compétences, ou de son manque de compétence. On crée un nouveau « droit » : le Droit Individuel à la Formation, le DIF. Et voici quelques heures, 20 par an, que le salarié pourra utiliser en dehors du plan de formation à un tarif moyen très moyen. Les formations de langues ou de bureautiques entrent dans ce cadre mais les formations nécessitant un plateau technique plus important en sont exclues.

A ceci s'ajoute la Validation des Acquis de l'Expérience : la VAE permettant des dispenses de formation pour l'obtention d'un diplôme (un dispositif qui ne sera utilisé qu'à la marge par les salariés). Elle ouvre aussi la possibilité de prise en charge de formation se déroulant en dehors du temps de travail. On revient au cours du soir 33 ans après la loi de 1971, mais il est vrai que cette possibilité concerne principalement les études supérieures morcelées dans le temps.

Plus concrètement par rapport aux attributions des OPCA, la loi les incite à la définition des politiques de branches et à cerner les besoins futurs en qualification de chaque secteur professionnel via des observatoires. Le rôle de conseil et d'accompagnement des entreprises dans l'élaboration de leur plan de formation par les « conseillers » déployés sur tout le territoire par les délégations régionales des OPCA est reconnu et encouragé. Cette loi consacre les OPCA dans leur rôle d'ingénierie, bien au-delà de leur fonction première (collecte et redistribution). Il est vrai que le chômage baisse significativement, que l'Etat

conserve une vision républicaine faisant appel aux partenaires sociaux et que l'on peut parler d'un âge d'or. Mais le ver est dans le fruit : le DIF qui est promis à un bel avenir et la décentralisation qui sanctifie le Conseil Régional comme opérateur incontournable (suite de la décentralisation transférant la charge de l'Etat vers les collectivités territoriales).

Changement de style et changement d'époque, à peine cinq années plus tard une nouvelle loi se propose une nouvelle fois de rationaliser et réorienter la formation vers les publics qui en ont le plus besoin, avec en toile de fond la volonté de l'Etat de mieux contrôler tout cet argent

Loi de 2009 l'orientation et la formation tout au de la vie

Une nouvelle fois le constat que l'accès la formation professionnelle est très inégalitaire et que la mutualisation entre OPCA ne fonctionne pas, est à l'origine la loi de 2009, loi faisant suite à l'ANI du 7 janvier 2009. On se propose de réorienter les fonds collectés vers les salariés les moins qualifiés, les précaires et les chômeurs. Ce sont en effet majoritairement les cadres et agent de maîtrise des grandes entreprises qui bénéficient des plans de formation.

Pour une petite entreprise le remplacement d'un salarié pendant sa formation est un véritable casse-tête en dépit des aides mises en place. C'est pourquoi les grandes entreprises reçoivent plus d'argent qu'elles ne cotisent, à l'inverse des petites entreprises qui contribuent plus qu'elles ne reçoivent. Le principe de mutualisation à l'origine des OPCA ne semble pas fonctionner si on suit ce raisonnement.



Est donc instauré le Fond Paritaire de Sécurisation des Parcours professionnels : le FPSPP. Ce fond remplace le Fond Unitaire de Péréquation, le FUP, géré assez librement par les partenaires sociaux. De plus il est abondé par un pourcentage de la collecte (pas d'augmentation de la contribution des entreprises). Il n'a de paritaire que le nom car dans les faits il est le bras armé de l'Etat. Il est mobilisable pour les actions de formation pour demandeur d'emploi, notamment par la mise en place de la Préparation Opérationnelle à l'Emploi (POE) avec Pôle Emploi.

Le DIF continue sa percée en devenant « portable » de l'ancien employeur vers ... le chômage, pas encore le nouvel employeur.

La fin de la récréation est sifflée : les 97 OPCA doivent se regrouper pour finir à 20. Il s'agit de limiter les structures pour faire des économies d'échelle, et aussi de limiter le nombre d'interlocuteurs pour mieux contrôler les fonds.

Cette loi qui se propose d'apporter plus de justice sociale cache en son sein une restructuration du monde des OPCA. Cinq années plus tard, le gouvernement socialiste s'intéresse à nouveau à la formation continue, mais là le coup sera plus rude.

Loi de 2014 la formation, l'emploi et la démocratie sociale

Dans un scénario bien huilé, est conclu un ANI signé par les 4 organisations syndicales (sans la CGT) et le MEDEF et l'UPA (sans la CGPME). Son but est de réformer une nouvelle fois la formation continue. On s'appuie sur la notion de Responsabilité Sociale de l'Entreprise (la RSE), une sorte de « social washing », on demande à l'entreprise de s'auto-évaluer. La formation du personnel ne doit pas être vue comme une dépense, une charge, mais comme un investissement dans l'avenir : la société du futur est une société de compétences.

Partant des constats précédents, la loi supprime l'obligation de dépense créée en 1971. On remplace l'obligation fiscale par l'obligation sociale des entreprises. La contribution des entreprises passe de 1,4% à 1% (baisse des charges) – le 0,9% dévolu aux plans de formation disparaît tout bonnement – le 0,5% consacré au financement des contrats en alternance et DIF/CPF passe lui à 1%. En clair on ne contrôle pas la dépense mais on incite les entreprises à se préoccuper de la formation des salariés. Comment vérifier que les entreprises vont bien le faire ? L'inspection du travail (en sous-effectif) ? les prud'hommes en cas de licenciement (il sera trop tard) ?

Auparavant le conseiller formation de l'OPCA conseillait l'entreprise dans l'élaboration du plan de formation. Les liens sont très étroits car on parle d'argent (l'OPCA finance) – ce lien est rompu même si l'OPCA peut conseiller gratuitement, l'entreprise fera moins appel à lui.

Pour se donner bonne conscience, la loi prévoit un dispositif institutionnel qui a peu de chance d'être respecté dans les petites et moyennes entreprises. Concrètement tous les deux ans, chaque employeur doit réaliser un entretien professionnel avec chacun de ses salariés. Il doit faire le point sur son parcours professionnel et envisager les actions de formation nécessaires à la sécurisation de sa carrière. Cet entretien s'ajoute à l'entretien annuel d'évaluation.

Sinon le DIF est remplacé par le Compte Personnel de Formation plafonné à 150 heures et cette fois il est portable d'un employeur à l'autre. Evidemment il existe d'importantes différences de tarif de l'heure de formation, mais jusqu'ici les OPCA sont là pour mettre la main à la poche en cas de dépassement. Les heures sont donc déjà condamnées à disparaître.

Si le rôle et la place des OPCA dans l'ensemble des dispositifs ne semblent pas remis en cause, le plan de formation se trouve défiscalisé et les OPCA perdent leur raison d'être première : la mutualisation des plans de formation. Le 1% restant de contribution obligatoire est consacré aux politiques publiques. La messe est dite et il fallait un gouvernement socialiste pour la dire.

La loi travail de 2016 ne modifie qu'à la marge le CPF en créant le Compte Personnel d'Activité, le CPA qui comprend à la fois le CPF et le compte pénibilité.

Loi de 2018 Pour la liberté de choisir son avenir professionnel

L'intitulé de cette loi claque comme un véritable slogan dans un contexte de chômage de masse. Elle part des mêmes constats (inégalités ouvriers cadres, TPE grandes entreprises, opacité...) pour affirmer que la compétence est au cœur du dispositif, qu'elle est la meilleure protection contre le chômage. A l'investissement dans la compétence des entreprises répond la « liberté » du salarié d'acquérir plus de compétences, entreprises et salariés jouent gagnant-gagnant.

Comme à chaque fois, cette loi fait suite à un ANI négocié pendant 6 mois. Opposés à la monétisation des heures de formation, les partenaires se voient imposer la monétisation du CPF, histoire de bien comprendre qui décide.

Plus d'intermédiaires, le salarié pourra acheter sa formation grâce à un crédit de 500€ par année d'ancienneté plafonné à 5000€ via une appli sur laquelle il trouvera les organismes de formation accrédités par le ministère, ainsi que les commentaires des anciens stagiaires ... un « trip-advisor » dans la jungle de la formation.

Le CIF disparaît et doit se retrouver dans un CPF plus long à vocation de reconversion, quid du FONGECIF ?

Côté OPCA, on leur retire la collecte qui sera confiée aux Urssaf (la collecte est gérée par la Caisse des dépôts et consignations). De 20 leur nombre doit passer à 10. Et d'ailleurs ils disparaissent car ils sont remplacés par des OPCO : Opérateur de Compétence.

On demande aux OPCO de poursuivre leur soutien aux contrats de professionnalisation, on leur ajoute l'apprentissage (précédemment géré par les chambres consulaires – chambres des métiers et Chambres de commerce et d'industrie –

amenées à disparaître également). Leurs fonctions d'ingénierie et de prospective sont maintenues, ainsi que le conseil aux entreprises, notamment les plus petites. Les OPCO représenteront non plus des branches professionnelles mais des filières. Un bidule est créé pour chapoter cet ensemble : France Compétence. L'ensemble de ces dispositions se met en place actuellement, voilà tout ce que l'on peut dire. Fin des OPCA. Quel avenir pour les 6000 salariés des OPCA ? La part du personnel chargé de la collecte est toutefois modeste, mais c'est celle condamnée à disparaître.

En conclusion

Le paritarisme, un corps intermédiaire à contourner

Le paritarisme fait son apparition en 1958 avec l'UNEDIC, C'est le mode de gestion choisi pour gérer et développer la formation continue en France ce qui semble judicieux car qui connaît mieux les besoins en formation professionnelle que les salariés et les employeurs d'un secteur économique ? Les syndicats demandant des montées en compétence afin d'améliorer les revenus et sécuriser les parcours de leurs salariés-adhérents, les employeurs aspirant à un personnel plus autonome, plus qualifié et formé aux évolutions probables que connaîtra leur secteur d'activité.

Dans un Etat au fonctionnement jugé trop vertical, la gestion paritaire apparaît plus démocratique, en tout cas plus près des besoins du terrain. La négociation étant un point central, on peut parler d'une gestion préventive des conflits sociaux. De plus il est légitime que les contributeurs, les entreprises, et les bénéficiaires, les salariés, soient coresponsables de la gestion de cet argent. Bien sûr le paritarisme n'est pas exempt de critique et connaît des limites dans son fonctionnement. Un accord peut s'appliquer même si un syndicat refuse (CGT) et il se trouve toujours d'autres syndicats pour signer (CFDT et CFTC). Les règles de représentativité donnent le même poids à un syndicat quel que soit le nombre d'adhérents qu'il a dans le secteur.

Ce problème de représentativité se pose également pour les organisations patronales dominées par le MEDEF qui n'est pas à l'image de la diversité des employeurs français (la majorité ne se sentant pas représenté par l'ex-CNPF). La présence de syndicats aux négociations n'est pas une garantie de défense des salariés. Cependant le MEDEF était partie prenante et le faisait vivre par une myriade d'organisations patronales, apparemment ce n'est plus le cas. MEDEF et Etat ne sont plus intéressés.

Le paritarisme dans la formation se retrouve donc à gérer une coquille vide car quasiment privé de moyens financiers, ne subsiste qu'un rôle d'étude et de conseil, et de gestion des demandes de prises en charge des contrats de professionnalisation et d'apprentissage ainsi que les fonds dédiés aux entreprises TPE... La gestion paritaire existe encore dans les organismes sociaux tel l'assurance maladie ou la retraite, ainsi que l'assurance chômage, mais pour combien de temps ? car chacun de ces secteurs est visé par une prochaine réforme ...

La formation continue sur le fond

Les aspirations de promotions sociales des salariés, la volonté de gérer préventivement l'évolution des compétences et des qualifications, ne se sont-elles pas retrouvées rapidement en porte à faux avec la libéralisation de l'économie et des entreprises ?

Si on considère qu'une entreprise va plus chercher à se débarrasser d'une main d'œuvre inadaptée plutôt qu'à parier sur une éventuelle élévation des compétences par la formation, on comprend mieux le détricotage opéré par les différentes lois (surtout depuis 2000). Quel intérêt aurait une entreprise à former pour mieux rémunérer son personnel, et de surcroît le garder en emploi, alors qu'il suffit de fermer une usine (faire payer le reclassement des futurs chômeurs par l'Etat) et rouvrir un centre de production ailleurs avec du personnel qualifié moitié moins payé ?

L'obligation de dépense n'a jamais été en mesure d'inverser cette tendance. Le prétexte du chômage et les incantations sur les secteurs en pénurie de main d'œuvre (sous-entendue qualifiée) sont des postures idéologiques du patronat cherchant à culpabiliser le salarié. Si la qualification du personnel est stratégique pour une entreprise, elle saura trouver les moyens de former son personnel et d'inclure ce coût dans le prix de revient de ses produits.

A propos de la laïcité

Par Raymond Maillard



Le texte suivant est la transcription de l'intervention de Raymond Maillard, rédacteur en chef de Militant, à la table ronde sur la laïcité lors de la fête des Insoumis de l'agglomération rouennaise qui s'est tenue le 30 septembre 2018 à Saint Léger du Bourg Denis. Les autres intervenants étaient Francis Parny (orateur national de la France Insoumise), Jean-Louis Aurigny (association pour la libre pensée) et Francis Vanhée (CREAL76).

Pour commencer, je vais dire un mot sur Militant. C'est une revue marxiste qui existe depuis une dizaine d'années et qui a fait le choix depuis un an maintenant de se prononcer pour un soutien explicite à la France insoumise et de s'intégrer dans son combat (applaudissements).

Alors moi je ne suis pas du tout un spécialiste de la laïcité sur un plan théorique mais je vais essayer de faire ressortir quelques éléments. J'ai regardé les chiffres sur la pratique religieuse en France. [S'adressant à Francis Parny] Tu faisais référence à la sortie de Jean-Luc Mélenchon qui disait « foutez nous la paix avec ça ». Et il a dit ça aussi, et il avait raison, parce qu'en France nous avons 60 % des gens qui ne se sentent pas concernés par la religion. A un moment donné le débat public devient insupportable pour eux et je me sens solidaire. Le débat médiatique met au premier plan des choses qui effacent la question sociale comme tu l'as dit [s'adressant à Francis Parny] et qui ne concernent pas les gens et qui ne les préoccupent pas. Pour donner le chiffre précis, il y a en France 29 % d'athées convaincus, 34 % d'agnostiques (c'est à dire de gens qui croient qu'il y a une puissance supérieure quelque part mais qui n'ont pas de pratique religieuse) et puis 37 % de gens qui se considèrent comme croyants. Il y a un autre élément qu'il faut prendre en compte, toujours sur ce même plan, c'est que le nombre de croyants en France est en recul constant. Il y a un institut américain que vous connaissez peut-être et qui s'appelle l'institut Gallup. Il mène des enquêtes d'opinions aux Etats Unis bien sûr, mais aussi tous les cinq ans sur le plan international. Il n'y a pas tous les pays parce qu'il lui manque un bon bout de l'Afrique, même s'il y a quand même l'Afrique du nord et celle du sud. Néanmoins il y a quand même plus de cinquante pays qui sont concernés par cette enquête, qui incluent l'Arabie Saoudite, l'Afghanistan, etc. Et Gallup sort des chiffres sur la pratique religieuse. Pour la France en 2005, il y avait encore 58 % des gens qui se déclaraient croyants dans cette enquête d'opinion. C'est à dire que vous avez un recul de 21 % entre 2005 et 2014, la dernière enquête. C'est tout à fait considérable. Pour un pays réputé religieux comme les Etats Unis d'Amérique, vous avez quand même un recul de 13 %, au Canada de 12 %, etc. Et donc en réalité la situation générale dans laquelle on se trouve, à l'échelle française mais aussi à l'échelle planétaire, c'est une situation de recul des religions. Je n'ai pas les chiffres ici, vous regarderez sur internet, mais évidemment il y a une corrélation, à quelques exceptions près, entre le revenu des gens et leur adhésion à des conceptions religieuses. Alors, il y a une grosse exception à ce schéma c'est la Chine, dont le revenu par habitant est très faible mais qui est le pays du monde qui en proportion a le plus grand nombre d'athées déclarés. Ça doit dépasser les 60 %. Après, à l'intérieur de ce groupe des croyants, vous avez des gens qui ne pratiquent pas. 57 % des catholiques ne vont jamais à la messe. 31 % des musulmans ne vont jamais dans une mosquée quelle que soit l'occasion.

Dans ce sens là, concernant la France, la question de la laïcité au sens de la possibilité qu'il y ait un retour en arrière sur la question de la séparation de l'église et de l'Etat, c'est à dire que l'église récupère ses prérogatives antérieures à 1905 me paraît relever de la science fiction. C'est un scénario hautement improbable.

Est-ce à dire qu'il n'y a pas de problème ?

Moi j'identifie quand même deux problèmes principaux.

Le premier c'est la poussée du courant libéral, c'est-à-dire du développement des thèses du multiculturalisme et du relativisme culturel. Evidemment qui va inclure ce que les canadiens, qui sont extrêmement libéraux, appellent les « accommodements raisonnables » avec les religions. Une certaine tendance aussi à confondre laïcité et oecuménisme. C'est à dire penser qu'à partir du moment où on met tout le monde sur le même plan, alors c'est pas grave, on peut associer les religieux.

Le deuxième problème évidemment et je suis quand même étonné parce que le mot n'est arrivé qu'à la troisième intervention, c'est le problème du développement du fondamentalisme religieux. Et pas de n'importe quel fondamentalisme, dans les quartiers populaires et dans les couches populaires du pays. Première chose, la montée de l'évangélisme, dont on parle peu parce qu'il n'y a pas d'expression politique, ni d'expression militaire, si je peux me permettre le terme, mais qui est tout à fait massif. Ensuite ça se répartit sur des bases ethniques. Moi je connais bien la ville de Gennevilliers. Dans la ville de Gennevilliers où autrefois c'est les communistes qui faisaient le porte à porte, aujourd'hui les Témoins de Jéovah et les Tablight musulmans se partagent les cages d'escaliers en fonction des noms qui sont affichés sur les boites aux lettres. Et nous avons l'intersection de cette radicalisation religieuse avec des phénomènes de ghettoïsation sociale et spatiale qui provoque l'émergence du fondamentalisme musulman dont chacun voit les ravages. Et nous l'avons tous découvert, même ceux qui connaissaient très bien les milieux populaires pour des raisons politiques, personnelles ou professionnelles ont été surpris par l'ampleur de cette radicalisation, sa brutalité et le nombre de gens qui sont concernés, qui est extrêmement considérable.

Alors, que faire ?

Il y a plusieurs choses.

Sur le plan international, il est important de soutenir partout les démocrates et je pense en particulier aux opposants au fanatisme religieux porté par des Etats comme l'Arabie saoudite - à laquelle la France vend des armes pour aller ensuite bombarder les yéménites -, la Turquie évidemment - ça a été évoqué lors des débats de cet après midi à propos du Kurdistan et du Moyen Orient - ou un pays comme l'Iran.

Vis à vis de l'Etat, je pense que nous serons tous d'accord, il est important de s'opposer à toute velléité de glisser du modèle républicain, qui en réalité n'a jamais existé à l'état chimiquement pur, mais en tous cas tel qu'il est représenté, ne serait-ce que dans l'inconscient collectif et peut-être dans les textes, vers



des formes de communautarisme de multiculturalisme, etc. Et puis bien sûr les revendications traditionnelles concernant les problèmes antérieurs qui étaient liés au poids de l'église catholique. J'insiste pas trop sur l'église catholique parce que ça donne un peu l'impression de tirer sur les ambulances. Et puis il faut régler les contradictions au sein du camp, enfin des forces sociales que nous souhaitons pouvoir fédérer. Donc ça veut dire qu'il y a une bataille culturelle qui est à mener contre l'obscurantisme religieux. Et cette bataille culturelle, c'est là que moi je trouve mes limites par rapport au mouvement laïque tel qu'il s'exprime traditionnellement, elle ne peut pas se mener dans des formes d'entre soi. Elle ne peut se mener qu'à travers des actions de travail dans les quartiers populaires. Et pour cela nous avons sur quoi nous appuyer. Parce que, si on prend l'exemple du fondamentalisme musulman, il y a des traditions nationales-culturelles dans le monde arabo-berbère qui peuvent être un point d'appui formidable. Dernier point et j'en conclus. Il faut cesser la complaisance qui à vis des courants idéologiques qui prônent le relativisme culturel, les affirmations communautaires, etc. Et ça ne n'est pas simple, parce que nous sommes concernés nous mêmes. C'est à dire qu'au sein de ce qu'il est convenu d'appeler la gauche, nous trouvons des forces politiques qui par opportunisme, par fatigue, par instrumentalisation politique, peu importe, sont dans l'adhésion à ces thèses sur le relativisme culturel. Et ces thèses sont tout à fait mortifères parce qu'au bout d'un moment les gens finissent par se haïr entre eux. On ajoute les divisions aux divisions. L'opposition des mémoires collectives aux autres mémoires collectives. Sans oublier l'introduction des questions raciales maintenant qui émerge. Par conséquent, il faut réaffirmer la question sociale comme question centrale et fondamentale du combat politique que nous pouvons mener. Pour cela je pense que nous avons quand même des atouts. Moi j'ai été très frappé, c'était pendant la campagne présidentielle 2012, par le discours de Marseille de Jean-Luc Mélenchon. Et là il avait réussi à avoir une approche englobante et à donner des perspectives universalistes aux gens. Ce n'est que par le développement de ces perspectives universalistes qu'on pourra lutter sur le long terme contre le repli sur soi identitaire et religieux (applaudissements).

1 - <https://sidmennt.is/wp-content/uploads/Gallup-International-um-trú-og-trúleysi-2012.pdf>

2 - <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/actualites/veille/breves/pratique-religieuse-france>

3 - <http://www.jean-luc-melenchon.fr/2012/04/14/discours-sur-les-plages-du-prado-a-marseille/comment-page-3/>



La comédie humaine est une littérature universelle, et nul n'est prophète chez soi !

Par Myassa Messaoudi



Il est de mode à Paris d'être tolérant sous certaines conditions. Le racisme n'est pas de peau ou de religion. Il est de la classe sociale qui habite vos mœurs et vos moyens. Tout est magnifique, tout est exotique, sauf la pauvreté qui rappelle à toutes les différences, à toutes les distances.

Mais il existe encore un fil d'excellence qui autorise le bannissement des frontières.

Il est de mode à Alger et d'autres villes aussi d'être intolérant. La pauvreté et le chaos ne sont pas des facteurs de cohésion. L'islamisme marié à la corruption fabriquent l'inquisition, l'outrance et banalisent l'agression. On tolère à peine les fils du pays différents.

Des écrivains que les espaces intellectuels du monde entier se disputent, doivent rappeler qu'ils sont enfants du pays, qu'ils y habitent, que non ils n'ont pas trahi. On se méfie dans mon autre pays de la plume qui écrit à l'étranger. De la plume que le monde salue. On crie encore au complot étranger. A la France qui, peut être, serait encore alléchée.

Pourtant les temps ont changé. Il suffit d'un barbu et d'un corrompu pour dominer une contrée. Plus personne n'envoie de soldats se faire tuer au sol, tant ces deux là excellent en basse besogne.

Je vois certains tenter des procès d'intention à tous ceux qui disent la vérité d'un pays qui se ment depuis des décennies. Comme si le vécu d'une nation, sa misère, ses errements étaient un fond de commerce exclusif qu'il faut barricader. Comme si la géographie devait rendre invisible l'intérêt au pays. Comme si la réussite était une avanie.

Ce procès, bien entendu, on ne le fait pas aux plumes arabophones, pourtant certaines ne vivent pas en Algérie. Même quand elles disent, et avec justesse, tous ce qui heurte sa bonne marche. Ce qui nous obsède c'est l'image qu'on renvoie à l'Europe. Ou plus précisément, celle, que nos dirigeants veulent donner d'eux au nord de la méditerranée. L'opinion des autres pays arabes leur fait une belle jambe.

Au salon du livre qui s'est tenu à Alger, des hordes de lecteurs assoiffés, sont venus saluer leurs écrivains favoris. Kamel Daoud et Yasmina Khadra y étaient adulés. Le peuple ne s'y est pas trompé. Cela m'a consolé de la médiocrité exaspérante d'une prétendue élite, gardienne même si elle s'en défend, d'un ordre crispé et dépassé.

La littérature ne souffre pas les chapelles. Elle dit sous tous les cieus ce qui l'en-trave ! Quand vous avez un bon livre entre les mains, l'ethnie ou la croyance de l'auteur vous n'y pensez quasiment plus !

Panarabisme et Oumma arabia, parlons-en !

Par Myassa Messaoudi

« Qu'est ce que tu veux faire quand tu seras grande ? » me demandaient les adultes.

« Boumediena ! » Répondais-je fièrement. Mon père en était transi.

Les défilés militaires ont bercés mon enfance. Les discours fleuves du président Boumedienne, tantôt fiers, tantôt menaçants nous emplissaient d'orgueil et de passion. C'était à qui trouvait la meilleure réplique assignée aux anciens colonisateurs en guise de revanche postcoloniale. Tiens je vais vous en raconter une :

Un douanier français demandait à un touriste algérien combien il comptait rester en France. Et à l'algérien de lui rétorquer : « sûrement pas 132 ans ! », en référence à la durée du colonialisme qu'aucun séjour aussi prolongé soit-il ne pouvait égaler.

Il faut rappeler qu'on n'avait pas besoin de visa à l'époque, et qu'on avait même droit à un pécule en devises, offert par l'état algérien, pour nos petites dépenses.

On avait aussi le sentiment d'un pays bien gardé. Les histoires de police militaire qui embarquait les citoyens au moindre soupçon, au lieu de nous inquiéter, nous confortait dans un sentiment de sécurité qu'on ne savait pas encore chèrement payé. Tout était UN en Algérie. Nous étions arabes et musulmans. Tous ! Sans exception. L'histoire commençait à s'écrire en mode brejnévien. Déni et persécutions ont fini par définitivement nous mettre au ban des dictatures les plus répressives.

A la mort du Président Boumediene, le bal de la corruption et des détournements était officiellement ouvert.

Les autres pays arabes n'avaient pas de secret pour nous. Contrairement à nos compatriotes berbères dont on ne savait que « l'entêtement à se différencier ». Pourtant, comme la majorité des algériens, ils étaient assignés à apprendre l'arabe classique, mais aussi l'arabe égyptien, syriens, irakien, khaliji, et j'en passe ! Normal, les autorités prestes qui nous gouvernaient avaient décidé d'appliquer l'arabisation au travers du cinéma et de la chanson arabe. De facto, on mit notre culture à la case poubelle. Et on fit encore une fois, et à l'insu de « notre plein aveuglement », une colonie culturellement conquise.

Adulte, je devins spécialiste de la langue arabe. Ceci me fit rencontrer tous les protagonistes savants des pays du Moyen-Orient. Quelle fût ma surprise de découvrir qu'ils ne maîtrisaient pas notre parler. Notre histoire comme nation se résumait à leurs yeux à la guerre d'indépendance, et au soutien qu'on apportait aux luttes de la région. Que, certes un flou, entachait la pureté de notre appartenance, mais qu'on était d'un tel dévouement moral et pécunier que cela passait.

Bref, que savent-ils vraiment de nous nos frères arabes ? Pas grand-chose, des banalités ! Qu'on est les pires musiciens, que nous avons le sang chaud, que notre dialecte est incompréhensible, que nous parlons plus le français. Existe bien entendu des exceptions, et nous ne sommes pas non plus sachants de leurs histoires multiethniques et confessionnelles. La complexité étant maître mot dans l'Orient politique.

Pourquoi je vous parle de cela maintenant ? Parce que l'image d'un journaliste connu de cette sœur région, posant, l'air d'une dinde farcie d'orgueil et de prétentions, au côté des responsables algériens de la perte nationale, se vantait encore de cette Algérie dépouillée de son âme. Il venait lui offrir le soutien d'un mythe d'union qui sauverait l'honneur des filous. Cela au détriment d'un combat local pour la liberté d'expression, et en salut à des braves jetés en prison. Un tel décalage ne pouvait qu'heurter ma sensibilité, et susciter mon indignation.

Etre baladée entre des courants sectaires religieux, et un nationalisme transnational stérile, ajoute à ma détermination d'épurer les illusions criminelles quelles qu'en soient leurs destinations.

Saperlipopette ! Mais qui a cocufié les peuples arabo-musulmans ?

Par Myassa Messaoudi

Toute la plèbe arabo-musulmane des réseaux, et d'ailleurs pleure. Quelques personnalités aussi.

Elle pleure la plèbe car elle se sent trahie. Il semblerait que le Sultan Kabous a reçu le premier ministre israélien. Avec tous les égards dus à un homme d'état allié.

Que L'hymne hébreu a été fièrement joué à Abu Dhabi pour saluer un sportif sans doute méritant. Que les bruits d'une paix bakchich vise à solder définitivement ce qui reste de l'état palestinien.

Tout ce là sans contrepartie, sans le moindre lopin de terre restitué.

Elles serpentent dans les coulisses des palais les solutions pot de vins. Etre un prince irrésolu, représentant de l'ordre conquérant étranger, coute beaucoup d'argent. Se maintenir contre son peuple en gardien de goulag aussi. Empêcher que des forces vives émergent pour le destituer est une préoccupation royale de tout instant.

Le petit peuple découvre soudain qu'il est cocu. Que les relations de son état avec la dignité ressemblent à celles de Tarik Ramadhan avec la chasteté. Les deux crachent en public sur l'objet de leurs ébats de nuit. Les deux usent du masque de la pureté. Les deux trichent pour mieux régner.

Pauvre petit peuple, même le dieu que les religieux de cour lui ont vendu, s'est avéré n'être qu'une contrefaçon ouvragée par une secte tribale du désert qui a donné son nom à un pays.

Le petit peuple est en colère, mais il ne sait pas résister. D'ailleurs, il ne sait même

plus qui il est. On a fait de lui un larbin, éternellement colonisé. Il défend des appartenances auxquelles il est étranger.

Il défend une prison qu'il rêve de quitter. Il rêve des femmes libres de l'autre côté. Il meurt d'êtreindre et d'aimer pourtant il ne fécond que les lueurs pâles des sites interdits.

Le petit peuple ne sait plus parler aux femmes. Les religieux lui ont appris à l'insulter. Comment la tenir en laisse comme un petit chien. Ils l'ont détourné des grandeurs de ce monde pour le faire gardien d'un entrecuisse éclaboussé d'urine et touffu de poils pubiens.

Le petit peuple est paresseux. Le petit peuple a été trompé par des mères esclaves. Elles

lui ont fait croire qu'avoir un conduit de reproduction suffisait à sa gloire et à sa réalisation.

Le petit peuple...je m'arrête là. Je ne veux pas devenir rustique et outrancière. Les esprits médiocres vont encore m'en vouloir. Et je leur braverai ma liberté d'être et de dire en "coupe" d'honneur !



La Revue des livres

No Society. La fin de la classe moyenne occidentale, Christophe Guilluy Flammarion, 2018.

Dans son nouvel ouvrage, Christophe Guilluy affirme que les deux derniers secteurs de la société à ne pas encore être totalement attaqués de front par l'élite sont les fonctionnaires et les retraités. Ces deux groupes constituent encore le socle électoral des partis traditionnels. Mais si Macron s'en prend à eux, il ne restera plus rien des couches sociales qui constituent la classe moyenne. Or, pour lui, l'existence de cette classe conditionne une promesse d'avenir pour les couches sociales plus humbles. Si la classe moyenne disparaît, quelles perspectives offrir ? On peut s'interroger sur la pertinence d'une telle identité dans ce que représenterait la « classe moyenne ».

Si on interconnecte cette question aux zones de la France périphérique, on obtient... les gilets jaunes ! C'est ce qu'avait « prophétisé » Guilluy depuis plusieurs ouvrages sans les nommer ainsi, évidemment.

Par ailleurs, l'opposition métropole/France périphérique n'en reste pas moins formelle et ne peut être en aucun cas le moteur social des révoltes. Il s'agit d'une répartition territoriale des retombées du capitalisme au XXI^e siècle qui vise à concentrer sur des points du territoire (les fameuses métropoles) les infrastructures nécessaires à la réalisation du taux de profit maximum.

Si des accents marxistes apparaissent ici ou là (la bourgeoisie ni la lutte des classes n'y sont des gros mots), on reste sur sa faim quant à sa conclusion. Son écriture est moins enthousiasmante puisqu'il ne considère pas l'opposition entre le peuple et l'élite inéluctable. Il en va même à espérer une réconciliation nécessaire.

François Ferrette

Que faire ?, Louis Althusser [1978] Presses universitaires de France, perspectives critiques, 2018.

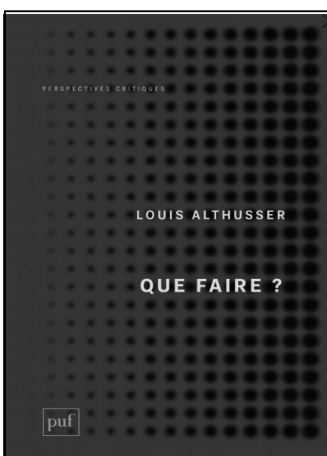
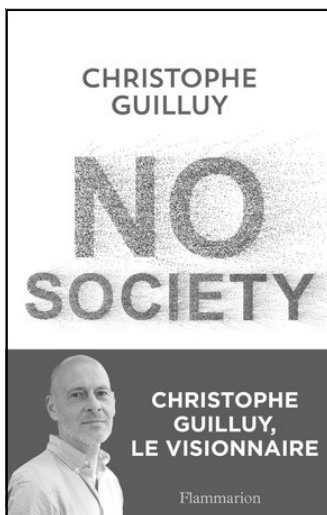
Cet ouvrage inédit s'inscrit dans le vaste programme de publication des

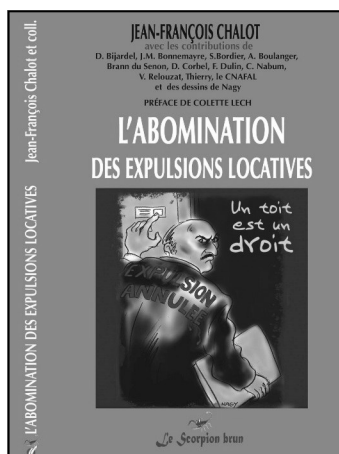
inédits de Louis Althusser, le fond d'archives déposé à l'IMEC ayant révélé que le plus célèbre marxiste des années 1960-70 n'avait publié de son vivant qu'une petite fraction de sa production. Au rythme des éditions, on va donc de surprise en surprise à la découverte d'une œuvre immense. Voilà un livre qui tombe à pic et qui devrait faire l'effet d'un joli pavé dans la mare « populiste » s'il n'était pas victime d'un ostracisme total de l'intelligentsia française. Sorti à l'automne cet ouvrage n'a fait l'objet que d'une recension sur France Culture qui a accordé 5 mn d'interview à Laurent Strutter, directeur de la collection Perspectives critiques au PUF. Celui-ci remarque ce paradoxe, alors que chacun des ouvrages d'Althusser publiés est immédiatement traduit en quinze langues.

Que faire ?, inédit mais également inachevé, a été rédigé en 1978 dans un contexte bien particulier : celui de « l'eurocommunisme » comme tentative des Partis communistes français, italien et espagnol de s'affranchir quelque peu de l'image négative des pays de l'Est en dessinant des voies « nationales » et surtout « démocratiques » d'accession au pouvoir.

Pour ce faire, ils ont été chercher une caution théorique dans l'œuvre du penseur communiste italien Antonio Gramsci, auteur d'une stratégie politique pour l'Europe occidentale. N'ayant jusque-là que très peu fait référence à Gramsci, Louis Althusser décide donc d'engager la bataille. Et il se livre dans Que faire ? à une démolition, philosophique, en règle des grands concepts élaborés par Gramsci. Elle passe par une défense du matérialisme historique, réduit par Gramsci à une « philosophie de la praxis », du « concept de mode de production remplacé par le « bloc historique » et démonte méticuleusement « l'historicisme », dénoncé comme un empirisme absolu.

Last but not least, Althusser s'en prend à la théorie gramscienne de « l'hégémonie », devenue une véritable tarte à la crème. Les économistes, journalistes, sociologues et historiens qui s'y réfèrent aujourd'hui sont tellement nombreux qu'on peine à les dénombrer. Qu'ont en commun





ces personnes, essentiellement sympathiques n'en doutons pas, avec le triste Paul Laurent (père de Pierre et déjà hiérarque du PCF) quand il défendait la « guerre de position » gramscienne dans son article « *Graves propos de Louis Althusser* » (L'Humanité, 13 mai 1978) ?

A leur corps défendant, ou pas, elles omettent comme Gramsci la question de l'infrastructure sociale, c'est à dire de la détermination en dernière instance de l'économie. Donc du capitalisme et donc de la lutte de classe du prolétariat. Car il y a un « énorme blanc » chez Gramsci : « tout ce qui concerne le rapport de production, l'exploitation et tout ce qui constitue leur condition matérielle : le capital, l'impérialisme (...) la force de travail, sa reproduction, etc. »

Car ce que montre Louis Althusser c'est que la lutte pour « l'hégémonie » s'exerce sur la « société civile » dans la perspective d'une « guerre de positions » visant à prendre une à une les tranchées des avant-postes de l'Etat sans nous dire comme on s'emparera du château fort, même s'ils ont tous été conquis. Ainsi, « la question de la conquête de l'Etat ne se pose pas, car elle se conduit à la question de la conquête de la société civile ».

Le livre demeurant inachevé, il manque visiblement un chapitre de conclusion, Althusser ne nous dira pas ici quelle stratégie aurait dû être opposée à l'impasse eurocommuniste. Mais il nous aide à penser comment éviter celle d'un populisme réduit à la sphère politique et ne se posant ni la question de l'Etat ni celle des classes en lutte. « Que faire pour aider à l'orientation et à l'organisation de la lutte de classe ouvrière et populaire, pour qu'elle l'emporte contre la lutte de classe bourgeoise ? », telle est la problématique qui inspire le vade-mecum révolutionnaire de Louis Althusser et devrait inspirer aussi ceux qui veulent vraiment changer le monde.

Raymond Maillard

Le loup dans la bergerie, Jean-Claude Michéa, Flammarion, coll. « Climats », 2018.

Michéa est un des philosophes à suivre (avec notamment Jean-Pierre Le Goff) pour mieux comprendre les évolutions de nos sociétés. Son intérêt réside essentiellement dans un apport de différentes disciplines que sont l'histoire, l'anthropologie et, bien sûr, la philosophie.

On signalera sa sortie en septembre 2018 du nouvel ouvrage de Michéa sans pouvoir en faire une synthèse,

faute de place. Rappelons juste qu'il considère que l'analyse anticapitaliste actuelle des forces dites révolutionnaires ne va pas assez loin et qu'il y a même un accompagnement de ces courants dans le libéralisme culturel. En tout cas, il est toujours bon de lire ses livres aussi stimulants dans la période.

FF

Un toit pour tous ! L'abomination des expulsions locatives. J.François Chalot et coll. Préface de Colette Lech adjointe aux solidarités à Vaux-le-Pénil, Atelier du Scorpion brun, 2018.

Notre ami pénivoixoix vient de publier un petit livre pour alerter sur le drame des expulsions locatives.

S'il est naturel de s'inquiéter du sort de ceux que la misère a expulsés de leur pays d'origine, il ne l'est pas moins de dénoncer l'« abomination des expulsions locatives » au sein de notre république qui ne cesse de rappeler le « droit au logement » – désormais « décent » – de ses citoyens. Les rédacteurs du dernier opus de J.François Chalot pour lequel il a fait appel à divers contributeurs témoignent, chacun à leur manière, de leur approche du problème, qu'il soient eux-mêmes victimes d'expulsions ou travailleurs sociaux venant en aide aux victimes d'expulsion ou de mal-logement.

On trouve notamment dans ce petit ouvrage une analyse détaillée du coût réel des expulsions éditée par le CNAFAL, d'où il ressort qu'il vaudrait mieux prendre en charge, ne serait-ce que momentanément, les loyers des expulsables plutôt que d'enclencher la lourde procédure d'expulsion. Il ne s'agit donc pas uniquement de bons sentiments mais de saine gestion des fonds publics.

Il est par ailleurs rappelé que les victimes de procédures d'expulsion ne sont pas toujours sans recours. On trouve dans l'ouvrage de judicieux conseils à l'intention de ceux qu'on menace de chasser de chez eux. On y trouve aussi, hélas, des témoignages sur les situations dramatiques vécues par quelques uns ou quelques unes et sur l'aide que les associations leur ont apportée.

Sans être exhaustif, ce nouvel ouvrage offre un éclairage utile sur un problème que, par confort intellectuel, on a un peu trop tendance à négliger.

Jean MOUROT

En vente 8 € sur le site thebookedition.com ou chez l'auteur 822 Rue de la Noue 77000 VAUX-LE-PENIL

Les échos de *Militant*

30 septembre. La revue *Militant* a été invitée à la fête des insoumis de Seine Maritime le 30 septembre, pour y tenir un stand et intervenir lors d'un débat sur la laïcité (voir page 32).



François Ferrette, Bernard Munin et Jean-Paul Martin.

QUE SE PASSE-T-IL AU YEMEN ? (rencontre du 8 novembre 2018)



8 novembre. le groupe Militant insoumis de Paris organisait un débat avec Fayçal Jalloul, écrivain et journaliste, spécialiste du monde arabe. Voir la vidéo sur notre chaine Youtube.

23 novembre. Rencontre avec la poétesse tunisienne Wafa Hmssi, de passage à Paris . Plusieurs de ses poèmes ont été publiés dans les n° 154 et 155 de Militant.



8 décembre. Raymond Maillard et Salima Idrissi de la rédaction de Militant ont été invités par les Communistes insoumis-e-s à faire partie de leur délégation à la convention de la France insoumise à Bordeaux les 8 et 9 décembre 2018. Le samedi soir ils ont participé à la dynamique, motivante et très politique réunion des Communistes insoumis-e-s consacrée à la question des Gilets jaunes.

10 janvier 2019. Militant organisait une réunion pour débattre de la meilleure attitude à avoir pour renforcer le mouvement des gilets jaunes. La réunion de soutien à l'appel de Militant se constitua en Assemblée populaire.

